



Bureau
international
du Travail

RAPPORT ANNUEL 2009



FONDS POUR L'INNOVATION EN MICRO-ASSURANCE

FONDS POUR L'INNOVATION EN MICRO-ASSURANCE

MIEUX PROTÉGER LES TRAVAILLEURS PAUVRES

RAPPORT ANNUEL 2009

Copyright © Organisation internationale du Travail 2010
Première édition 2010

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole n^o 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à l'adresse suivante: Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: pubdroit@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues. Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leurs ont été octroyés. Visitez le site www.ifro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

ISBN 978 92 2 223050 1 (version imprimée)
ISBN 978 92 2 223051 8 (version électronique - pdf)

Egalement disponible en anglais : *Annual Report 2009* (ISBN 978 92 2 123051 9), Genève, 2010;
et en espagnol : *Informe anual 2009* (ISBN 978 92 2 323050 0), Genève, 2010
Données de catalogage du BIT

Conception et production: Kay Sayce, Words at Work, Londres (Royaume-Uni); *Maquette* : Paprika, Annecy (France);
Photographie de couverture : BIT

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières. Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées. La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable. Les publications et les produits électroniques du Bureau international du Travail peuvent être obtenus dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: pubvente@ilo.org. Visitez notre site Web: www.ilo.org/publns.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
<i>Juan Somavia, Directeur général du Bureau international du Travail</i>	
INTRODUCTION	2
<i>Craig Churchill, Chef de l'équipe du Fonds pour l'innovation en micro-assurance, Bureau international du Travail</i>	
LE FONDS POUR L'INNOVATION EN MICRO-ASSURANCE	8
– Programme de subventions à l'innovation	11
– Bénéficiaires de subventions à l'innovation	16
– Programme de Conseil et de renforcement des capacités	31
– Programme de recherche	36
– Diffusion d'informations	41
Le développement de stratégies régionales	44
Collaboration avec le Microinsurance Network	45
Publications et autres ressources	46
Comité directeur du Fonds	50
L'équipe du Fonds	51
Questions fréquentes à propos du Fonds	53
Sigles et abréviations	56

« Au fur et à mesure que notre compréhension de la demande et des complexités de la micro-assurance santé s'améliore, le Fonds pour l'innovation en micro-assurance va être appelé à jouer un rôle clé dans l'appui à des projets catalyseurs destinés à approfondir et à renforcer le potentiel d'un impact durable. »

Cheryl Scott,
Conseiller principal, Global Health Program, Bill & Melinda Gates Foundation



© Munich Re Foundation

PRINCIPALES ÉTAPES FRANCHIES PAR LE FONDS EN 2009

- Janvier** Appel à demandes de subvention à l'innovation (Série 3)
- Février** Les 11 premiers dossiers de subvention à la recherche sont approuvés
Des membres de l'équipe du Fonds participent à l'assemblée générale de la FANAF en Côte d'Ivoire
- Mars** Le premier *Rapport annuel* du Fonds est publié
Des membres de l'équipe du Fonds participent à une conférence de la Banque mondiale sur la micro-assurance en Ouganda
Rencontre avec les représentants de la Fondation Gates pour valider la stratégie de communication du Fonds
Le Fonds signe un contrat avec l'IIIE pour l'administration de son programme de bourses
- Avril** Rupalee Ruchismita remplace Donald Canning au sein du Comité directeur du Fonds
Réunion du Comité directeur du Fonds ; approbation de l'octroi de 18 subventions à l'innovation
Notification d'octroi de subventions aux bénéficiaires de la Série 3 et initiation des discussions relatives à leur mise en œuvre avec eux ; lancement de la Série 4 renvoyé à décembre 2009
- Mai** Organisation d'une retraite à l'intention des membres de l'équipe du Fonds
Nomination d'un expert en micro-assurance pour l'Afrique, rattaché au Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique
L'équipe du Fonds organise un colloque sur la micro-assurance à l'occasion de la réunion de l'AAI en Estonie
- Juin** Appel à demandes de subvention à la recherche
Le Fonds sponsorise le premier voyage d'études dans lequel sont engagées les sociétés BRITAK et ICICI Prudential
Le Fonds organise un séminaire consacré à la micro-assurance au Kenya à l'intention des coopératives de l'Afrique de l'Est
Des membres de l'équipe du Fonds participent au Sommet régional sur le micro-crédit en Colombie
- Juillet** Des membres de l'équipe du Fonds participent à la conférence organisée par le magazine *Asian Insurance Review* en Chine
Le Fonds rédige un fascicule sur son programme de bourses
Deux nouvelles personnes intègrent l'équipe du Fonds
- Août** Le Fonds établit son premier partenariat stratégique avec le CIRM en Inde
Le Fonds organise un séminaire d'initiation à la micro-assurance en Éthiopie
Le Fonds organise un séminaire au Brésil réunissant ses bénéficiaires de subventions pour l'éducation des consommateurs
Révision de la stratégie du Fonds relative au programme d'assistance technique
- Septembre** Tenue d'un atelier de travail destiné à réviser la stratégie du Fonds relative à la micro-assurance santé
Décès de M. José Navarro, Responsable des subventions du Fonds, au cours d'une mission au Pérou
Achèvement de la troisième étude thématique du Fonds portant sur le genre et la micro-assurance
- Octobre** Le Programme d'assistance technique devient le Programme de conseil et de renforcement des capacités (CCB)
Des membres de l'équipe du Fonds participent au Forum de la Concertation à l'intention des représentants des mutuelles de santé de l'Afrique de l'Ouest au Cameroun
- Novembre** Réunion du Comité directeur du Fonds
Forum de l'innovation à l'intention des bénéficiaires de subventions, des boursiers /ières et des prestataires d'assistance technique du Fonds
Des membres de l'équipe du Fonds participent au Sénégal à la 5^{ème} Conférence internationale annuelle sur la micro-assurance
Une boursière en micro-assurance organise une visite de terrain chez SKS en Inde à l'intention des membres de l'AAI
Achèvement de la quatrième étude thématique du Fonds présentant l'état des lieux de la micro-assurance en Afrique
Publication des deux premières notes d'information (Briefing Notes) du Fonds
Approbation de la seconde série (10) de dossiers de subvention à la recherche
Des membres de l'équipe du Fonds participent à la table ronde sur la micro-assurance organisée par la Lloyd's au Royaume-Uni et la Plate-forme européenne de la microfinance au Luxembourg
- Décembre** Appel à demandes de subvention à l'innovation (Série 4)
Des membres de l'équipe du Fonds participent à la Conférence organisée par la EISA sur la micro-assurance en Égypte, au forum organisé au Panama par le réseau REDCAMIF et à la Conférence nationale sur la micro-assurance organisée par le CIRM et le PNUD en Inde

AVANT-PROPOS

Les marchés financiers mondiaux ont été affectés par des remous d'une ampleur sans précédent au cours de l'année 2009. Dans le proche avenir, le tassement de la demande provoquera la disparition d'un grand nombre d'emplois et une vulnérabilité grandissante parmi les membres de la population active et leurs familles dans la plupart des pays, aussi bien riches que pauvres.



© BIT

Dans une telle conjoncture, l'OIT aborde de front les défis qui se présentent. Le Pacte mondial pour l'emploi adopté en juin dernier grâce à un fort consensus tripartite global propose des choix politiques visant à la protection des emplois, à la stimulation de la demande et à la consolidation des systèmes de protection sociale. Il plaide notamment en faveur de transferts sociaux à incidence fiscale, des régimes de sécurité sociale basés sur la cotisation et d'une épargne et des assurances de précaution complémentaires à caractère volontaire.

L'OIT recommande à ses États membres des politiques qui ont démontré leur efficacité. Il est souvent difficile de différencier ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, au vu de la diversité de profils des marchés intérieurs et des politiques menées de par le monde. Pour cette raison, l'OIT s'est engagée à mettre en place une solide plateforme de connaissances permettant de formuler des recommandations de politiques à suivre.

Le Fonds pour l'innovation en micro-assurance de l'OIT contribue de manière significative à générer ces connaissances. Il explore différentes solutions de gestion des risques en vue de protéger les biens, la santé et la vie des personnes à faibles revenus. Il offre la possibilité d'analyser les synergies et les complémentarités entre les initiatives publiques et privées dont l'objectif final est d'utiliser les finances à des fins plus sociales, tout en servant les besoins de l'économie réelle. En effet, un des développements les plus étonnant dans le domaine de la micro-assurance est l'émergence de partenariats public-privé dans lesquels les pouvoirs publics s'unissent au secteur privé pour fournir des prestations abordables aux ménages défavorisés et vulnérables au meilleur coût-efficacité.

J'ai le grand plaisir de présenter le second rapport annuel du Fonds. Il met en évidence un travail qui est plus utile que jamais à des millions de travailleurs pauvres.

Comme c'est habituellement le cas, toute initiative qui mérite d'être remarquée est le fruit d'une façon de penser originale ainsi que de partenariats imaginatifs. Dans cet esprit, je tiens à exprimer l'appréciation de l'OIT à la Fondation Bill et Melinda Gates pour leur soutien, leur partenariat et leur inspiration.

Juan Somavia
Directeur général, Bureau international du Travail



INTRODUCTION

CRAIG CHURCHILL

Chef d'équipe, Fonds pour l'innovation en micro-assurance,
Bureau international du Travail

La micro-assurance a pour objet la protection des travailleurs pauvres, et particulièrement ceux qui travaillent dans l'économie informelle. Les efforts pour atténuer la pauvreté sont souvent axés sur l'augmentation des revenus, la constitution de biens ou la création d'emplois – qui sont tous des objectifs importants. Mais ces efforts doivent être contrebalancés par des interventions correspondantes sur le plan de la protection. Même les familles sur le point d'échapper à la pauvreté peuvent se retrouver sans ressources lorsqu'il leur faut subitement affronter le fardeau financier qu'amènent de graves problèmes de santé. Un temps inclément peut, quant à lui, anéantir les récoltes d'une famille et la laisser sans rien à manger jusqu'à la prochaine récolte. De plus, le décès du soutien de famille peut forcer les enfants à interrompre leur scolarité et à se lancer sur le marché du travail. Potentiellement, la micro-assurance peut aider les familles à faibles revenus à affronter ces situations ainsi que d'autres risques en échange d'une prime abordable.

La micro-assurance n'est pas vraiment une activité nouvelle. Quelques-unes des compagnies d'assurance actuelles ont fait leurs débuts dans l'assurance vie populaire au cours du 19^{ème} et du 20^{ème} siècle, vendant des polices à faibles primes aux ouvriers aux portes des usines. Beaucoup d'entre elles ont aussi commencé comme assurances mutualistes pour apporter de l'aide à leurs membres-actionnaires pour gérer les risques et traverser les périodes difficiles. Aujourd'hui, la campagne en faveur de la micro-assurance est essentiellement un retour aux sources afin que l'assurance redevienne pertinente pour ceux qui en ont le plus besoin.

À travers la recherche, le renforcement des capacités et les subventions à l'innovation, le Fonds pour l'innovation en micro-assurance de l'OIT est en train d'encourager cette approche en faveur d'un retour aux sources en aidant les micro-assureurs, au sens large, à affiner l'élaboration de leurs produits et leurs mécanismes opérationnels afin qu'ils puissent répondre aux besoins des ménages à faibles revenus.

La question clé est l'accès. Toutes les personnes ne souhaitent pas à utiliser l'assurance pour gérer les risques, c'est compréhensible et tout à fait acceptable, aussi longtemps toutefois que l'accès aux produits d'assurance leur est possible. Au moins quatre aspects du concept de l'accès à l'assurance méritent d'être abordés :

- *Pertinence* : les produits sont-ils conçus pour répondre aux besoins du groupe cible ?
- *Accès géographique* : les assurances sont-elles disponibles dans des endroits commodes pour les travailleurs pauvres ?
- *Accès intellectuel* : les personnes à faibles revenus comprennent-elles comment fonctionnent les assurances et sont-elles conscientes des caractéristiques clés des produits d'assurance ?
- *Abordabilité* : le coût des produits est-il suffisamment raisonnable pour qu'ils soient accessibles, et le paiement des primes est-il structuré de façon à convenir au budget des ménages ?

Si ces quatre aspects sont couverts, nous nous attendons à ce qu'un produit soit adopté sur une grande échelle et qu'il se maintienne durablement.

STATUT DU FONDS

Après près de deux années d'activités à promouvoir l'accès à l'assurance, le Fonds est en bonne voie pour apporter une contribution majeure à ce secteur. Trois séries de subventions à l'innovation ont permis d'octroyer un soutien à 37 organisations et consortiums qui se livrent à des expériences avec des produits améliorés, des modèles institutionnels alternatifs et des stratégies d'éducation des consommateurs. Nous sommes heureux d'avoir réussi à attirer des acteurs de la micro-assurance qui ont des profils différents – des ONG internationales et locales, des coopératives, des compagnies d'assurance, des associations et d'autres parties prenantes clés – et nous avons été impressionnés par leur professionnalisme et leur engagement.

L'objectif premier du Fonds consiste à apprendre : apprendre comment fournir de meilleures couvertures d'assurance à un plus grand nombre de personnes à faibles revenus, apprendre comment développer une culture de l'assurance chez les pauvres et comprendre la mesure dans laquelle les pauvres peuvent bénéficier des assurances en tant qu'outils de gestion des risques. Les bénéficiaires de subventions à l'innovation sont donc perçus comme des partenaires de recherche-action, apprenant à travers leurs expériences et disposés à partager les enseignements qu'ils en tirent afin que d'autres puissent bâtir sur leur réussite et éviter la répétition de leurs erreurs.

Par ailleurs, nous stimulons activement l'acquisition de connaissances en commanditant des études et en offrant des subventions à la recherche. La rapidité avec laquelle l'intérêt pour cette question s'accroît dans les milieux universitaires nous encourage beaucoup. Pour notre deuxième série de subventions à la recherche, nous avons reçu 78 propositions, contre 60 lors de la première série. La collaboration avec le *Journal of Risk and Insurance* au cours de la 5^{ème} Conférence internationale annuelle sur la micro-assurance au Sénégal cette année a fait ressortir la popularité de cette question parmi les universitaires. Nous espérons que leur engagement contribuera dans l'avenir à améliorer davantage l'accessibilité de l'assurance.

Notre programme de renforcement des capacités visant à former de nouveaux experts en micro-assurance a vraiment démarré en 2009. Nous avons accordé un appui à 13 boursiers/ières, qui ont aidé au développement de régimes de micro-assurance tout en améliorant leur propre expertise sous la tutelle d'un mentor. Nous avons aussi donné l'occasion à 23 nouveaux experts en micro-assurance de participer à des missions de conseil en compagnie d'un de nos prestataires d'assistance technique, à travers nos missions conjointes. Non seulement nous recevons des manifestations d'intérêt accrues pour ces missions de la part des consultants en micro-assurance, mais le fruit de notre labeur est en train d'émerger sous nos yeux, au fur et à mesure qu'une nouvelle génération d'experts en micro-assurance voit le jour.

Clémence Tatin-Jaleran (au premier rang à droite) au cours du voyage d'études qu'elle a organisé pour les membres de l'Association actuarielle internationale chez SKS, la plus importante institution de microfinance de l'Inde, en novembre





« La micro-assurance peut protéger efficacement les travailleurs pauvres et les petites entreprises, sur lesquels se fondent les espoirs de progrès social et de développement économique dans tout pays en développement. »

Charles Dhan,
Directeur régional
de l'OIT pour
l'Afrique

Jeanna Holz
(dernier rang au
centre) et Pranav
Prashad (premier
rang, à gauche),
membres de
l'équipe du Fonds
visitant Care une
des cliniques de
CARE Foundation
en Inde

Nous avons rencontré moins de succès avec nos subventions d'assistance technique, en partie du fait qu'elles n'ont pas fait l'objet d'une demande importante, et aussi parce que les organisations qui ont besoin d'aide nécessitent généralement des interventions d'une durée relativement longue. Par conséquent, nous avons restructuré ces subventions au sein d'un programme élargi de conseil et de renforcement des capacités qui nous permettra d'apporter un soutien plus en profondeur à un nombre restreint d'organisations. Dans l'appel à demandes de subvention à l'innovation de la Série 4, nous avons aussi invité les organisations qui sont à la recherche d'une assistance pour le renforcement de leurs capacités à nous soumettre leur demande.

TENDANCES PARMI NOS BÉNÉFICIAIRES DE SUBVENTIONS À L'INNOVATION

Les motivations de nos bénéficiaires de subventions à l'innovation sont assez différentes les unes des autres. Certains se concentrent principalement sur un agenda social visant à aider les travailleurs pauvres à gérer les risques plus efficacement. D'autres sont plus motivés par les bénéfices qu'ils pourront obtenir dans l'avenir « au bas de la pyramide ». Le Fonds souhaite accorder son soutien aux organisations, tout au long de ce « continuum de motivation », parce que nous pensons que la voie se situe quelque part entre ces deux objectifs. Une organisation animée par un motif purement social disparaît rapidement s'il n'existe pas chez elle un modèle économique sous-jacent pour soutenir les efforts entrepris sur le long terme. De même, il est peu probable qu'une approche orientée purement vers la maximisation du profit réussisse à promouvoir une culture de l'assurance parmi les pauvres. Les ménages à faibles revenus sont sceptiques, à juste titre d'ailleurs, sur les motifs qui animent les assureurs commerciaux : ces derniers peuvent, en effet, cesser d'offrir un produit à brève échéance si le ratio de sinistralité dépasse des seuils spécifiés.

L'OIT est intéressée à trouver le bon équilibre, une approche qui tire avantage de la familiarité des acteurs communautaires avec le groupe cible, tout en bénéficiant de l'expertise technique de l'industrie des assurances. Par conséquent, plusieurs des bénéficiaires du Fonds, notamment ceux impliqués dans la micro-assurance santé, sont des consortiums qui allient le meilleur des deux mondes. Par exemple, en Inde, Swayam Shikshan Prayog (SSP) se livre à des tests sur une approche hybride, dans laquelle un fonds communautaire couvre les frais ambulatoires, tandis que les soins d'hospitalisation sont pris en charge par une compagnie d'assurance. La Fondation

CARE, qui se trouve également en Inde, utilise la télé-médecine pour étendre sa couverture de prestations aux zones rurales, où elle fournit des prestations ambulatoires qui peuvent compléter le régime d'hospitalisation Rashtriya Swasthya Bima Yojana (RSBY) des pouvoirs publics. De même, nous accordons notre appui au Kenya à la Cooperative Insurance Company (CIC), qui collabore avec une ONG internationale, le Swedish Cooperative Centre (SCC), et le National Hospitalisation Insurance Fund (NHIF) géré par les autorités kenyanes. Nous espérons que, par la coordination de leurs efforts, ils seront capables de proposer sur le long terme des assurances comportant des prestations de meilleure qualité à un grand nombre de ménages précédemment mal desservis.



Le Fonds souhaite faire encore plus pour soutenir le développement de la micro-assurance santé, qui représente la priorité absolue pour beaucoup de ménages à faibles revenus mais qui, du point de vue de l'offre, pose un défi majeur. Par conséquent, avec l'appui du cabinet de services financiers McKinsey, nous avons mené 30 entretiens avec des experts du secteur et une table ronde, afin de mieux comprendre les principaux défis et les solutions potentielles qui se présentent. Nous disons un grand merci à ceux d'entre vous qui avez participé à ce processus car il nous a aidés à ébaucher nos priorités et nos processus pour la Série 4. Nous espérons que les bénéficiaires issus des demandes de subvention à venir nous donneront les moyens de contribuer de manière significative à l'amélioration de l'accès à une assurance santé en faveur d'un plus grand nombre de ménages à faibles revenus.

Plusieurs de ceux qui bénéficient de nos subventions sont en train d'explorer les liens entre l'assurance et les envois de fonds. Aux Philippines, par exemple, Pioneer Life collabore avec les institutions religieuses et scolaires pour mettre sur pied des clubs d'épargne afin que leurs membres puissent placer une partie des fonds envoyés dans leurs foyers par les travailleurs migrants dans de l'épargne et de l'assurance-vie. De même, Seguros Futuro au Salvador est en train de se livrer à une expérience avec un produit d'assurance lié aux remises de fonds et qui couvre le décès et le rapatriement du travailleur migrant.

Nous disposons maintenant d'une masse critique de bénéficiaires qui travaillent avec des produits d'assurance agricole comprenant différents types de produits liés à des indices. Des bénéficiaires en Inde et au Sri Lanka pilotent différentes approches visant à protéger les agriculteurs contre trop ou trop peu de pluie et de faibles rendements. Nous espérons que ces bénéficiaires génèrent des enseignements valables sur la façon de faire fonctionner l'assurance agricole pour les petits exploitants. Les innovations au niveau de l'assurance bétail, telle que les mènent IFFCO-Tokio General Insurance (ITGI) en Inde en utilisant une puce d'identification du bétail par radiofréquence (Radio Frequency Identification – RFID) pour réduire la fraude, et le International Livestock Research Institute (ILRI) en utilisant une technologie satellitaire au Kenya pour surveiller les terres de pâturage disponibles pour l'alimentation du bétail, sont des développements particulièrement intéressants.

Comme mentionné précédemment, un aspect clé pour faciliter l'accès aux assurances consiste à s'assurer que les clients comprennent ce qu'ils achètent. Les personnes à faibles revenus devraient être capables de prendre des décisions averties en matière d'achat d'assurances. Des décisions prises en se basant sur de solides connaissances influencent l'élaboration et la qualité des produits et des services auxquels on accède. Pour aborder cette question, le Fonds a mis l'accent sur l'éducation des consommateurs dans la Série 3 et a sélectionné trois nouveaux bénéficiaires pour y travailler. Dans ces projets initiés au Brésil, en Colombie et au Kenya, des associations nationales d'assureurs sont activement impliquées : nous espérons que ceci soit de bon augure pour la promotion de l'éducation des consommateurs sur le long terme. À mesure que les campagnes en faveur de l'éducation des consommateurs montrent des résultats – entre autres des adhésions en plus grand nombre et une augmentation des renouvellements de polices – nous espérons que les membres des associations d'assurance percevront les avantages qui y sont rattachés et accorderont leur appui aux investissements en cours dans les activités d'éducation des consommateurs.

La micro-assurance demande de ses fournisseurs qu'ils réexaminent la façon dont les produits sont structurés, commercialisés, fournis, rendus accessibles et documentés. Elle demande un niveau élevé d'efficacité à travers des produits et des procédures simples,



« Les pauvres ont prouvé qu'ils sont des citoyens économiquement viables, tant que l'on peut élaborer des produits adaptés à leurs besoins. L'avènement de débouchés commerciaux viables et durables n'est qu'une question de temps. »

Alex Bernhardt,
Assistant
Vice-président,
Guy Carpenter et Cie

des circuits de distribution non-traditionnels, et peut-être aussi à travers l'utilisation de solutions technologiques pour les ventes et l'administration des produits. Bien que plusieurs de nos bénéficiaires, y compris Max Vijay en Inde, Alternative Insurance Company (AIC) en Haïti et l'Union des Assurances du Burkina Vie (UAB) au Burkina Faso, soient en train de tester des solutions à caractère technologique, nous pensons organiser une cinquième et dernière série de subventions à l'innovation axée sur les économies d'échelle et les gains d'efficacité.

LA MICRO-ASSURANCE ET LA POLITIQUE DES POUVOIRS PUBLICS

Pour que les innovations réussissent, il leur faut bénéficier d'un environnement favorable. C'est la raison pour laquelle l'OIT est fière de soutenir le programme « Access to Insurance Initiative » (A2II) qui a été lancé récemment (voir encadré 1). À cause de la crise économique, les décideurs politiques et les organismes de réglementation de plusieurs marchés émergents se consacrent actuellement, à juste titre, à la promotion de la stabilité et de la sécurité dans leurs secteurs financiers respectifs. Toutefois, en ce faisant, une attention suffisante n'est souvent pas accordée simultanément à l'amélioration de l'accès aux services financiers. Un secteur financier bien réglementé qui fournit des services à moins de 20 % des individus et des entreprises dans un pays donné ne sera pas capable de promouvoir efficacement la croissance économique, de faciliter les transactions d'affaires et les échanges commerciaux et d'amener de la transparence aux activités du secteur privé. Une attention complémentaire doit être apportée à l'amélioration de l'accès aux services financiers et remédier aux entraves d'ordre politique, infrastructurel et juridique à cette expansion.

Encadré 1 LE PROGRAMME « ACCESS TO INSURANCE INITIATIVE » (A2II)



Sponsorisé par l'IAIS, le CGAP, le BMZ, FinMark Trust et l'OIT, A2II est un programme global conçu pour renforcer la capacité et la faculté d'appréhension des organes de réglementation de l'assurance, pour faciliter leur rôle dans l'amélioration de l'accès aux marchés d'assurance et pour apporter un appui à l'application de cadres réglementaires et de supervision conformes aux normes internationales. Les sponsors

pensent qu'une telle stratégie est importante dans la réduction de la pauvreté : en effet, les superviseurs et les décideurs politiques sont bien placés pour jouer un rôle clé dans l'avènement de marchés d'assurance plus intégrés, qui pourront alors remplir une fonction cruciale dans l'atténuation des pertes que subissent les populations à faibles revenus.

Dans la plupart des pays, des dispositions réglementaires ou une reconnaissance particulière de la micro-assurance ne sont probablement pas nécessaires ; attendre patiemment et tirer des enseignements d'une industrie locale ou de celle d'autres juridictions pourrait bien constituer une meilleure approche pour les décideurs politiques et les superviseurs qu'une réglementation introduite hâtivement, sans une compréhension précise de la micro-assurance dans le pays ou d'une approche basée sur de bonnes pratiques qui émergent graduellement au niveau global. Pourtant, même sans dispositions réglementaires spécifiques, les superviseurs peuvent utiliser leurs prérogatives pour encourager les compagnies d'assurance solides à étendre leurs activités aux marchés de la clientèle à faibles revenus. Le programme A2II collaborera avec les organes de réglementation et les parties prenantes de l'industrie dans plusieurs pays afin de rechercher une voie appropriée vers l'inclusion aux marchés de

l'assurance qui assure un équilibre entre la protection du consommateur et le maintien de la stabilité financière.

Le Fonds sera heureux de collaborer avec le programme A2II pour créer un environnement propice tant pour ceux qui bénéficient de nos subventions que pour les autres parties prenantes de la micro-assurance.

L'ÉQUIPE DU FONDS

Au cours de l'année, l'équipe du Fonds s'est agrandie : Pranav Prashad (de l'Inde) et Miguel Solana (du Mexique) nous ont rejoints pour nous aider à renforcer nos capacités et à étendre la portée de nos interventions. Nous avons perdu de manière dramatique un membre de notre équipe, José Navarro, décédé de manière inattendue des suites d'une maladie au cours d'une mission au Pérou en septembre dernier. Nous sommes en train d'engager quelqu'un pour remplacer José, bien qu'il soit tout à fait irremplaçable. Nous allons aussi procéder au recrutement d'un responsable des connaissances pour nous aider à traiter et assembler le flux d'informations que nous recevons des bénéficiaires de nos subventions et de nos partenaires dans les actions de renforcement des capacités, et à en dégager les enseignements clés que nous serons heureux de partager avec les représentants de l'industrie émergente de la micro-assurance.

En 2009, nous avons aussi bénéficié des contributions et de l'enthousiasme de plusieurs stagiaires. Je présente ma vive appréciation à Ahmed Camara, Job Harms, Francesca Randazzo et Carys Hughes pour leur contribution substantielle à nos activités.

Enfin, je voudrais aussi faire état de la chance que nous avons eue de rencontrer plusieurs de nos bénéficiaires, de nos boursiers/ières et de nos prestataires d'assistance technique au Sénégal en novembre 2009, juste avant la Conférence internationale annuelle de la micro-assurance. Cette rencontre a constitué une excellente occasion pour ceux qui y ont assisté de mieux se connaître et de partager leurs expériences. Nous avons profité de l'occasion pour solliciter les réactions de la part de ces acteurs sur le compte du Fonds, et nous avons reçu plusieurs suggestions très valables pour l'amélioration de notre action, particulièrement par rapport au renforcement du processus d'apprentissage, à la simplification du reporting et à la facilitation du partage des connaissances, sur lesquelles nous interviendrons. Outre les nombreuses suggestions émises, nous avons recueilli des réactions claires et cohérentes à propos de la grande qualité et du fort engagement de l'équipe du Fonds pour l'innovation en micro-assurance, qui renforcent la perception que j'en ai moi-même, mais qui ont quand même été une source d'encouragement. Nous remercions tous ceux qui ont participé au Forum de l'innovation et nous serons heureux de l'organiser une nouvelle fois en 2010.



Caroline Phily, une des responsables des subventions du Fonds (au centre) conversant avec Marie Batienon de l'UAB et Mathieu Dubreuil de Planet Guarantee au cours de la session consacrée aux affiches lors de la conférence internationale au Sénégal en novembre

LE FONDS POUR L'INNOVATION EN MICRO-ASSURANCE

Le risque est une partie intégrante de l'existence. Pour les millions de familles à faibles revenus des pays en développement qui ne disposent pas de la capacité nécessaire pour gérer les risques, des événements défavorables peuvent avoir des conséquences désastreuses. Ainsi, des inondations peuvent accabler des ménages ruraux, détruire leurs habitations et leurs moyens de subsistance ; des récoltes peuvent être mauvaises et laisser des agriculteurs incapables de nourrir leur familles ; et la mort, l'invalidité ou la maladie d'un chef de famille peuvent rendre son entourage vulnérable et démuné.

Le concept moderne de la micro-assurance a été élaboré à la fin des années 1990 et un intérêt croissant pour le potentiel qu'il représente en tant que mécanisme de protection sociale et de réduction de la pauvreté a abouti au lancement du Fonds de l'OIT pour l'innovation en micro-assurance en 2008, à l'aide d'un financement de la Fondation Bill et Melinda Gates. L'équipe du Fonds a été recrutée tant dans le secteur des organisations à but non lucratif que dans celui des affaires et elle a élaboré une stratégie visant à répondre aux trois questions fondamentales suivantes :

- Dans quelle mesure les produits d'assurance peuvent-ils aider les familles à faibles revenus à gérer les risques ?
- Quels sont les produits d'assurance convenant aux travailleurs pauvres et comment les fournit-on ?
- Comment procède-t-on pour développer une culture de l'assurance chez les pauvres ?

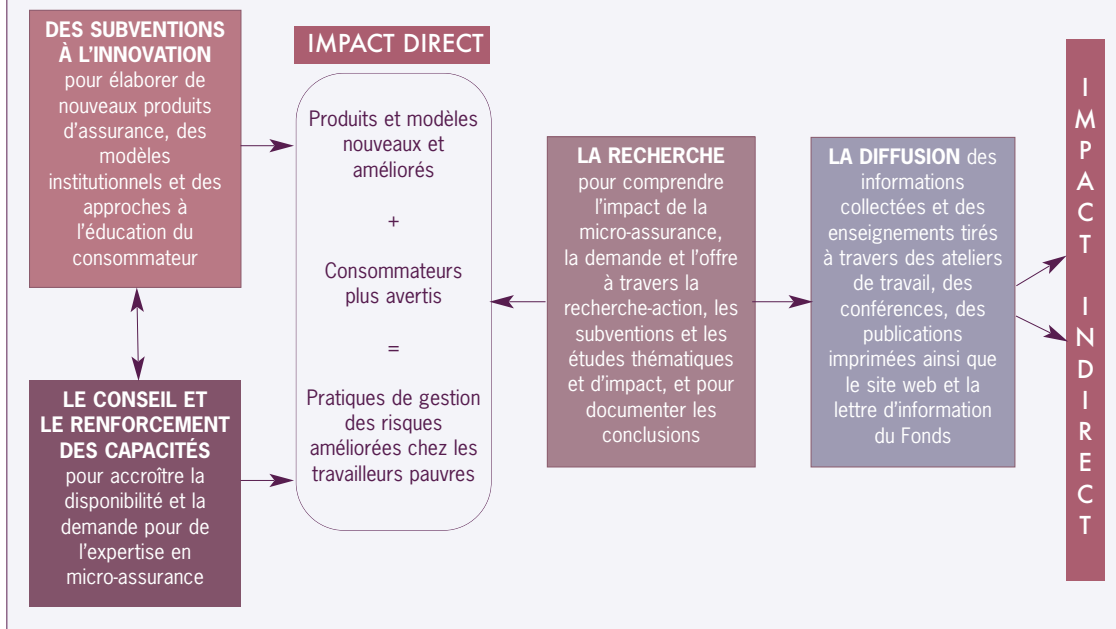
Encadré 2 VISION DU FONDS POUR L'INNOVATION EN MICRO-ASSURANCE

Nous croyons que :

- Les personnes à faibles revenus devraient pouvoir bénéficier de services d'assurance de qualité et faire des choix avisés sur la gestion des risques
- Un accès accru à l'assurance et une meilleure compréhension de sa valeur permettront de réduire la vulnérabilité et la pauvreté chez les personnes à faibles revenus
- La promotion d'une culture de l'assurance permet aux personnes à faibles revenus de mieux apprécier l'utilité de l'assurance et d'exiger des services de meilleure qualité

Le Fonds gère quatre séries d'activités, toutes axées sur l'apprentissage et le partage de connaissances et toutes orientées vers l'extension de couvertures d'assurance améliorées pour les travailleurs pauvres. Ces activités sont axées sur :

- l'octroi de **subventions à l'innovation** à des institutions afin de leur permettre de tester de nouveaux modèles et de nouvelles approches permettant d'offrir de meilleurs produits d'assurance aux personnes à faibles revenus dans les pays en développement
- le **renforcement des capacités** à travers une plus forte disponibilité de l'expertise en micro-assurance et la stimulation de la demande pour cette expertise

Figure 1 PRINCIPALES ACTIVITÉS DU FONDS

- un soutien à la **recherche** en vue d'identifier les approches efficaces et d'évaluer l'impact de l'assurance auprès des détenteurs de polices à faibles revenus
- la diffusion d'**informations** et d'enseignements tirés de l'expérience des principales parties prenantes

Les quatre activités constituent un ensemble intégré, chacune fonctionnant en synergie avec les autres (voir figure 1). Pour les mettre en œuvre, le Fonds agit en tant que catalyseur, en encourageant les organismes à collaborer les uns avec les autres afin qu'ils acquièrent davantage de connaissances sur la micro-assurance et qu'ils renforcent leur capacité à mettre au point et à fournir des produits de micro-assurance sur une grande échelle. Ces organismes comprennent :

- **les porteurs de risques** tels que les compagnies d'assurance, les micro-assureurs semi-formels et les fédérations de régimes de micro-assurance ;
- **les circuits de distribution** tels que les ONG, les coopératives, les syndicats, les organismes patronaux, les institutions bancaires, les courtiers en assurance et les fournisseurs de soins de santé ;
- **les acteurs du secteur de l'assurance** tels que les organismes de traitement des demandes, les prestataires d'assistance technique, les établissements de formation, les associations d'assureurs, les organismes de recherche, les prestataires de services informatiques et de gestion de bases de données ;
- **les chercheurs** travaillant dans des instituts, des réseaux, des universités et des centres d'information au niveau local.

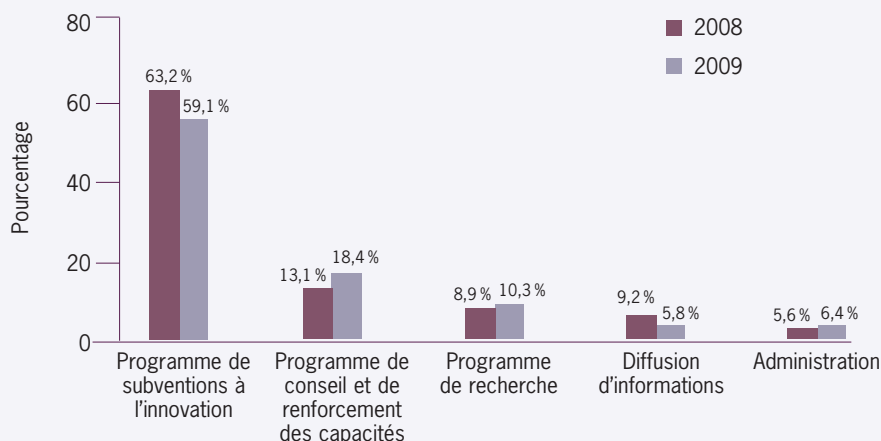
La visibilité du Fonds s'est fortement accrue au sein de la communauté des assurances et du développement en 2009, non seulement du fait que beaucoup plus d'institutions ont été impliquées dans nos activités, mais aussi parce que nous avons



© Fonds

« La micro-assurance est la frontière de l'assurance la plus reculée. Les gens sont encore en train de déterminer la façon de distribuer efficacement les produits et de maintenir les coûts le plus bas possible. Il se produira peut-être un autre bond technologique au cours des années à venir dont l'effet sera de ramener les coûts à un niveau encore plus bas et de nous permettre d'investir ce marché et de vendre directement aux individus. »

Richard Leftley,
Président et
Directeur général,
MicroEnsure

Figure 2 DÉPENSES (EN %) POUR LES ACTIVITÉS DU FONDS EN 2008 ET 2009

activement fait la promotion du Fonds à travers des articles de presse, des publications, en participant à des événements et à des réseaux relatifs à la micro-assurance et en visitant des partenaires présents et potentiels dans le monde entier.

En réaction à une demande qui s'accroît, le Fonds a procédé à certaines adaptations visant à améliorer la pertinence et l'efficacité de son action. Dans le programme de subventions à l'innovation, par exemple, des mesures permettant d'allouer des subventions d'un faible montant ont été introduites, une initiative rendue possible par un processus de demande plus court et plus facile (voir page 11). Le programme d'assistance technique a changé de nom pour devenir le programme de conseil et de renforcement des capacités, ce qui a permis d'élaborer une stratégie visant à fournir de l'assistance comportant un ensemble de services de conseil sur mesure plutôt que des services d'assistance technique revêtant un caractère exceptionnel (voir pages 31-35). Nous avons aussi modifié notre approche envers différentes régions (voir page 44), qui comprend maintenant l'emploi d'un expert régional en Afrique et l'établissement d'une alliance stratégique en Inde (voir page 14).

Encadré 3 POUR EN SAVOIR D'AVANTAGE SUR NOS ACTIVITÉS...

Le présent rapport annuel contient un aperçu général de nos activités. Pour des informations plus détaillées sur ce que nous faisons, veuillez visiter notre site web – www.ilo.org/microinsurance – ou nous contacter à :

- Conseil et renforcement des capacités : microinsuranceccb@ilo.org
- Diffusion d'informations : microinsurancemedia@ilo.org
- Subventions à l'innovation : microinsurancegrants@ilo.org
- Recherche : microinsuranceresearch@ilo.org

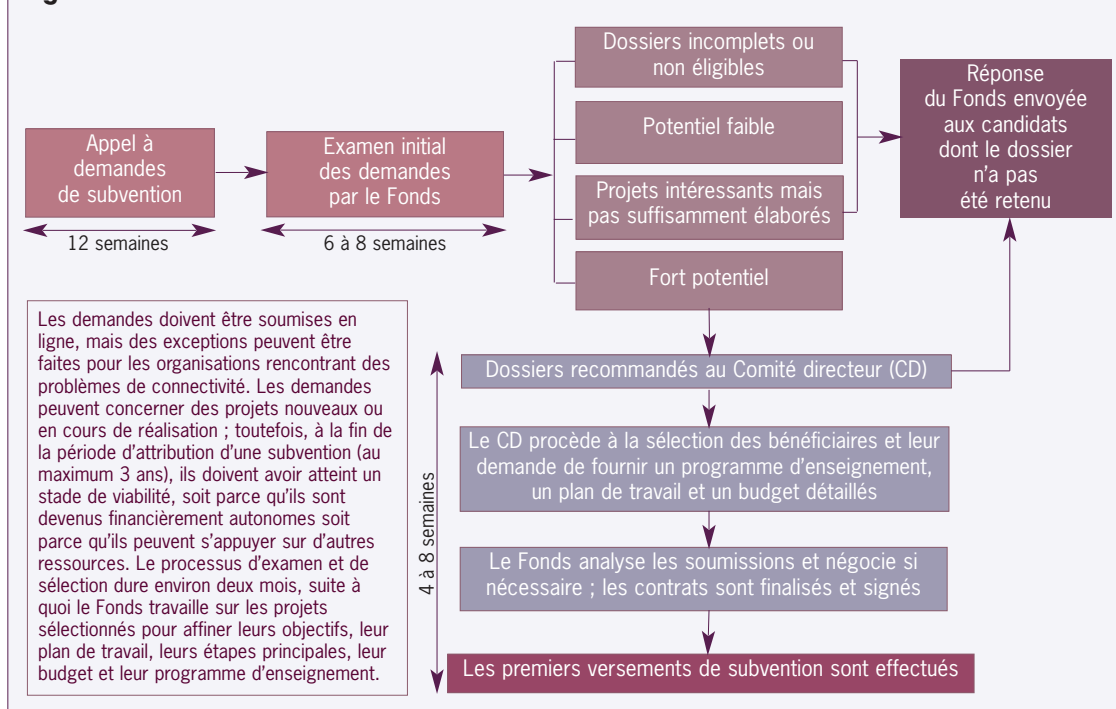
PROGRAMME DE SUBVENTIONS À L'INNOVATION

Élaborer et fournir des produits d'assurance qui soient non seulement abordables et adaptés aux ménages à faibles revenus dans les pays en développement, mais aussi avantageux pour les fournisseurs de produits d'assurance requiert des investissements d'une ampleur considérable. Le Programme de subventions à l'innovation du Fonds a été lancé dans le but de soutenir les efforts de création de produits de micro-assurance viables et de stimuler la demande pour ces mêmes produits parmi les pauvres qui travaillent.

À la fin de 2009, nous avons émis quatre appels à demandes de subvention. Les deux appels de 2008 – la Série 1 en mars 2008 et la Série 2 en août 2008 – ont généré 207 propositions provenant de plus de 40 pays et d'organisations très diverses (voir figure 4). Des subventions d'un montant supérieur à 6 millions de dollars des États-Unis ont été octroyées aux 18 candidats qui ont terminé avec succès le processus de sélection de l'année.

Le premier appel à candidatures en 2009 (la Série 3) a suscité l'intérêt de 150 demandeurs. Nous attribuons cette réaction de plus grande ampleur à une meilleure connaissance du Fonds et de ses activités, au processus simplifié de soumission des demandes en ligne et particulièrement à une nouvelle caractéristique du programme – les « petites » subventions – pour lesquelles le nombre de demandes s'est élevé à 104. Cette nouvelle mesure a été introduite afin de permettre aux organisations qui ne recherchent pas des

Figure 3 PROCESSUS DE SÉLECTION DES BÉNÉFICIAIRES DE SUBVENTIONS À L'INNOVATION





© Fonds

La réunion des bénéficiaires tenue au cours de la conférence internationale au Sénégal en novembre

fonds importants à soumettre des demandes, les projets n'ayant pas dans ces cas à être aussi détaillés que ceux visant des subventions plus importantes. Dans l'ensemble, la qualité des candidatures s'est aussi améliorée, de sorte que le nombre de projets de la Série 3 approuvés par le Comité directeur a été aussi élevé que ceux des Séries 1 et 2 cofondues.

Les demandes de la Série 3 comprenaient 30 propositions axées sur l'éducation des consommateurs, un sujet qui devient une considération majeure (voir encadré 4). Trois d'entre elles ont

été approuvées, et nous avons organisé un séminaire de deux journées avec les bénéficiaires au cours du mois d'août 2009 dans le but de renforcer la conception de leurs projets en y insérant des composantes portant sur la protection des consommateurs ainsi que sur le suivi et l'évaluation.

Le Comité directeur du Fonds n'a pas été en mesure d'approuver plusieurs projets afférents à l'assurance santé, malgré le fait que leur nombre était plus élevé que pour les autres types d'assurance. L'assurance santé est un domaine complexe de l'assurance dans lequel l'offre de produits appropriés accuse beaucoup de retard par rapport à la demande ; nous avons donc élaboré une stratégie pour clarifier ce que nous recherchons et un nouveau processus pour concevoir des propositions d'assurance santé de qualité pour la Série 4 (voir encadré 5).

Encadré 4 ACCENT SUR L'ÉDUCATION DU CONSOMMATEUR

La plupart des personnes à faibles revenus ne connaissent pas bien le concept de l'assurance, et beaucoup ont une opinion défavorable des compagnies d'assurance et de leurs produits. Le travail de développement de nouveaux produits de micro-assurance doit donc être complété par des efforts dans l'élaboration d'approches efficaces en faveur de l'éducation des consommateurs.

Pour la Série 3, nous avons sélectionné plusieurs projets qui visaient à étudier l'impact et la rentabilité de l'éducation du consommateur, en partie en comparant l'adoption des produits et la fidélisation de la clientèle dans des régions où des campagnes d'éducation des consommateurs avaient eu lieu à d'autres régions où elles n'avaient pas eu lieu.

En août 2009, nous avons organisé un séminaire sur l'éducation du consommateur au Brésil pour affiner la conception des projets de CNSeg, de FUNDASEG et de Microfinance Opportunities, ainsi que pour partager nos expériences avec celles de Freedom from Hunger (FFH), bénéficiaire de la Série 2, celles d'experts externes et celles de représentants d'organismes de réglementation et de syndicats. Les discussions durant le séminaire ont porté sur la conception et la mise sur pied de campagnes d'éducation, l'information des consommateurs à propos de leurs droits, la persuasion des fournisseurs d'assurances de la valeur de l'éducation du consommateur et la mise en place de partenariats institutionnels destinés à soutenir les activités d'éducation du consommateur.

Nous sommes impliqués dans plusieurs activités d'éducation du consommateur. Le Fonds est représenté dans le groupe de travail sur l'éducation à l'assurance du Microinsurance Network et, de concert avec celui-ci, nous avons contribué à une enquête sur l'éducation du consommateur. Nous avons aussi commandité une étude thématique et une étude d'impact de l'éducation du consommateur à long terme (voir encadré 12) et nous collaborons étroitement avec FFH dans l'élaboration d'un module pour l'éducation du consommateur dans le domaine de la micro-assurance santé et pour déterminer son impact sur les travailleurs pauvres.

Etant donné le nombre de projets acceptés lors de la Série 3 était élevé, le Comité directeur du Fonds a suggéré que l'appel à demandes de subventions suivant (Série 4) soit reporté à décembre 2009. Ce report a en fait illustré un changement dans le programme, qui est passé de l'octroi de subventions à la gestion de celles-ci. Il nous a aussi permis d'évaluer l'état de notre portefeuille de bénéficiaires actuel avant d'y ajouter un nouveau groupe, et il nous a donné du temps pour mettre en pratique les enseignements tirés du programme depuis son démarrage, y compris :

- le développement de nouvelles stratégies de suivi et d'évaluation de projets (incluant la formulation d'indicateurs de performance ; voir encadré 8)
- la simplification du processus de demande et d'examen de projets, en impliquant un plus grand nombre d'examineurs et, dans certains cas, en utilisant des examinateurs possédant une expertise précise (par ex., les représentants du Fonds pour la technologie du CGAP ont procédé à l'examen des demandes orientées vers la technologie, et quelques propositions portant sur des questions agricoles ont été examinées par ceux du Fonds international de développement agricole [FIDA] et le Programme alimentaire mondial [PAM])
- une proactivité accrue pour encourager à certaines organisations pour qu'elles soumettent une demande de subvention, au lieu d'attendre qu'elles le fassent d'elles-mêmes
- la préparation de l'appel à subventions de la Série 4 qui, différemment des appels précédents, comportait trois « voies » séparées pour les soumissions, orientées vers les innovations dans le domaine de l'assurance santé, les innovations dans les autres domaines de l'assurance et le renforcement des capacités
- la consécration de plus de temps à visiter nos bénéficiaires, une activité qui s'avère cruciale pour le succès du programme, et la mise sur pied de partenariats stratégiques (voir encadré 6)

Encadré 5 PROMOTION DE LA MICRO-ASSURANCE SANTÉ

Pour répondre aux besoins de produits de micro-assurance santé en plus grand nombre et de meilleure qualité à destination des ménages à faibles revenus, nous avons mené une série d'interviews auprès d'experts du domaine de la micro-assurance santé (par ex., des chercheurs, des praticiens, des consultants et des prestataires) en 2009. Ceux qui y ont pris part ont témoigné un vif intérêt à l'égard de l'élan pris récemment par la micro-assurance santé, mais ils ont aussi apporté une confirmation du fait que ce type de couverture est de par sa nature plus complexe que d'autres types d'assurance, en évoquant des problèmes tels que des volumes insuffisants, des modèles opératoires inefficaces, des contraintes de financement et une documentation limitée de leur impact.

Pour la Série 4, le Fonds va mettre l'accent sur la micro-assurance santé par le biais d'une « voie-santé » séparée pour les demandes de subventions. Ce processus de demande modifié recherche un contact proactif renforcé avec les partenaires potentiels, et il est constitué d'un processus de sélection en deux phases qui comporte une collaboration plus étroite avec les organisations choisies qui seront éligibles à un financement plus important qu'auparavant. Il sera demandé aux candidats de soumettre une expression d'intérêt ; puis, s'ils sont sélectionnés, ils évalueront leurs propositions en collaboration avec nous, suite à quoi nous retiendrons quatre à six bénéficiaires. Dans la Série 4, nous donnerons priorité aux approches qui offrent plus de valeur à la clientèle, particulièrement à travers des partenariats public-privé, des mécanismes de financement alternatifs (par ex., de l'épargne couplée avec de l'assurance) et des produits innovants qui améliorent l'efficacité et les niveaux des services.



© David de Ferranti

« En ce moment, de nombreux donateurs montrent beaucoup d'enthousiasme dans leurs tentatives de faire progresser la micro-assurance santé. Par exemple, le Rwanda est passé d'une situation d'après-génocide à une couverture de plus de 70 % – et maintenant plusieurs pays se disent : « Peut-être pouvons-nous en faire de même... » »

David de Ferranti,
Président, Results 4
Development



© Munich Re Fondation

« Il existe un grand besoin de projets capables de démontrer que l'assurance santé peut être profitable tout en étant durable. »

Michael J. McCord,
Président,
MicroInsurance
Centre

Nous avons visité plus de 25 bénéficiaires de subventions actuels et potentiels au cours de l'année 2009. Nous avons aussi organisé une rencontre avec environ 40 bénéficiaires de subventions et consultants au cours de la 5^{ème} Conférence internationale sur la micro-assurance à Dakar, au Sénégal, en novembre 2009 (voir encadré 14).

Encadré 6 ÉTABLIR DES PARTENARIATS STRATÉGIQUES

Les partenariats stratégiques vont revêtir une importance croissante dans la façon dont nous opérons. À mesure que le nombre de bénéficiaires de subventions et d'activités augmente, il deviendra de plus en plus nécessaire de travailler en étroite collaboration avec des organisations de premier plan dans différentes régions pour mettre en œuvre des activités et suivre les bénéficiaires de manière efficace.

À ce jour, l'intérêt provenant du sous-continent indien a été considérable pour notre travail, et il est donc approprié d'initier notre premier partenariat stratégique avec le CIRM, une organisation de l'Inde. Un des bénéficiaires de la Série 1, le CIRM est un groupe de réflexion sans but lucratif axé sur l'élaboration de produits innovants et la recherche-action en vue d'améliorer l'efficacité de mesures de gestion des risques chez les pauvres.



© CIRM

Les membres du Comité consultatif du CIRM avec (de gauche à droite) : le Professeur Bobby Srinivasan (Président de l'IFMR), M. Craig Churchill (Chef de l'équipe du Fonds), Mme Rupalee Ruchismita (Administratrice de l'IFMR/CIRM), le Professeur Kshama Fernandes (Directrice de IFMR Capital) et le Professeur Raghu Sundaram (du Département des finances de l'Université de New York)

À travers notre partenariat avec le CIRM, nous espérons améliorer la compréhension et le partage des innovations et des initiatives qui émergent du sous-continent indien. Le CIRM va assister le Fonds dans la mise en œuvre du programme de subventions dans la région, dans l'élaboration de stratégies de recherche et dans le renforcement de capacités au niveau sectoriel.

Un exemple de cette collaboration concerne l'ITGI, l'un de nos bénéficiaires de la Série 3, qui a reçu de l'assistance du CIRM pour concevoir une composante de recherche-action pour son projet innovant en assurance bétail. Le CIRM apporte des compétences complémentaires dans la réalisation du projet, et il va aider l'ITGI à tirer des enseignements qui l'aideront ainsi que la communauté de la micro-assurance élargie à comprendre l'impact d'une nouvelle technologie sur l'efficacité et la valeur ajoutée du produit concerné pour le client.

Encadré 7 FAIRE CONNAÎTRE LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS À L'INNOVATION ET D'AUTRES ACTIVITÉS

Tout en publiant notre lettre d'information trimestrielle, en gérant notre site web et en produisant des brochures, des affiches et notre premier rapport annuel (voir pages 41-42), nous avons continué en 2009 à faire connaître nos activités à travers des couvertures presse et notre participation à des rencontres et à des réseaux.

Le numéro d'août 2009 du magazine brésilien *Viver Seguro em Ação* a couvert notre séminaire sur l'éducation du consommateur (voir encadré 4) et l'octroi de notre subvention à la compagnie d'assurance péruvienne Seguros Futuro a aussi fait l'objet d'une couverture dans *Prosper*, la lettre d'information de l'ICMIF, au cours du même mois. En octobre 2009, *The Pelican*, une lettre d'information de courtiers en assurances africains, a publié un article que nous lui avons fait parvenir sur la micro-assurance. Nous avons aussi envoyé un article à *Microfinance Insights*, dont le lectorat dépasse 10 000 personnes à travers 150 pays, et nous avons aidé plusieurs journalistes à rédiger des articles sur la micro-assurance, qui ont été publiés dans *The Jakarta Globe*, *Knowledge@Wharton* et la lettre d'information de la Lloyd's.

Dans le cadre de nos efforts visant à faire connaître le travail du Fonds auprès de la communauté des assureurs, un membre de l'équipe a participé à l'assemblée générale de la FANAF tenu en février 2009 en Côte d'Ivoire, et le numéro du bulletin *L'Assureur Africain* de la FANAF comportait un article sur notre travail. Les membres de l'équipe sont aussi intervenus lors d'événements en Belgique, en Égypte, en Estonie, en Inde, au Luxembourg, au Panama, en Suisse, en Ouganda, au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Zambie, et en juin 2009, le Fonds a tenu un stand au Sommet du micro-crédit en Colombie. À la 5^{ème} Conférence internationale annuelle sur la micro-assurance tenue au Sénégal en novembre 2009, nous avons organisé une série d'activités promotionnelles (voir encadré 14).

Microinsurance Innovation Facility

WHAT IS THE MICROINSURANCE INNOVATION FACILITY ABOUT?

Die Mikrofinanz ganz groß

ULTIMA ATUALIZAÇÃO: 23/10/2009

Proteção Conjugal de Seguros obtém o prêmio Microinsurance Innovation Facility

João Eliseo assume terceiro mandato na Cnsseg

Innovations to Insure the Poor

MICROINSURANCE FOR REMITTANCE RECEIVERS IN EL SALVADOR

Examples of Unconventional Health Insurance Products

BÉNÉFICIAIRES DE SUBVENTIONS À L'INNOVATION

Le descriptions des bénéficiaires 2009 se trouve dans ce rapport. Le détail des bénéficiaires 2008 est dans le rapport annuel 2008 et sur notre site web. Pour une vue d'ensemble de nos bénéficiaires, voir la figure 4 (double page).

AFRIQUE

Centre de recherche médecine, sciences, santé et société (CERMES)

Institution : Organisation de recherche

Pays : Comores, Mali, Sénégal

Durée : 3 ans, à partir de novembre 2009

Le CERMES est une unité de recherche scientifique qui se spécialise dans le domaine de la santé. Il est associé à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales des Universités de Paris-V et de Paris-XI. Afin de renforcer la relation entre la médecine, la santé et la société, il réunit des chercheurs du domaine des sciences sociales (anthropologie, sciences économiques, psychologie et sociologie), des sciences médicales et de la santé publique.

Projet : Développer des produits d'assurance destinés aux familles des travailleurs migrants dans leur pays d'origine

Le projet vise les membres des diasporas des Comores (environ 15 000 personnes), du Mali (8 000) et du Sénégal (20 000) vivant en France. Il évaluera la faisabilité de l'utilisation de fonds que transfèrent les migrants pour le paiement d'une assurance santé en faveur des membres de leurs familles dans leur pays d'origine. Cette initiative vise à déterminer la disposition des migrants à consacrer une partie de leurs revenus à l'acquisition de primes d'assurance et à évaluer la capacité des organisations situées dans le pays d'accueil et le pays d'origine à prendre charge les transactions nécessaires.



© Fonds

« Le taux de pénétration de l'assurance est très faible en Afrique et, à mon sens, la micro-assurance peut rapprocher les gens de l'assurance. Tout le monde peut trouver son compte avec la micro-assurance, si elle est correctement agencée. Les assureurs ont un volume d'affaires plus important, et pour les personnes à faibles revenus, je pense qu'elle peut leur apporter plus d'autonomie. »

Prisca Soares,
Organisation des
assurances
africaines (OAA)

Enseignements à tirer

- Les membres des communautés de migrants vont-ils considérer qu'il vaut la peine de consacrer une partie des fonds qu'ils envoient à leur famille dans leur pays d'origine pour de l'assurance ?
- Peut-on élaborer un modèle pour faciliter le paiement de primes à partir de transferts de fonds ?
- Quels sont les facteurs susceptibles d'induire les migrants à protéger leur famille à travers des produits d'assurance ?

International Livestock Research Institute (ILRI)

Institution : Centre de recherche à but non lucratif

En collaboration avec : Equity Bank Ltd. et UAP Insurance Co. Ltd.

Pays : Kenya

Durée : 2 ans, à partir de janvier 2010

En tant qu'un des centres du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), l'ILRI travaille dans les régions tropicales, spécialement en Afrique et en Asie. L'institut est principalement tourné vers les possibilités qui se présentent sur le marché de l'élevage, l'utilisation de la biotechnologie pour protéger les biens d'élevage, l'évolution des systèmes d'élevage et l'impact de l'innovation dans le domaine de l'élevage sur la pauvreté. Equity Bank Ltd. fournit des services financiers en Afrique, bénéficiant d'une longue expérience de la microfinance, et l'UAP est l'un des principaux groupes de services financiers en Afrique de l'Est.

Projet : Pilotage d'une assurance bétail à couverture indicelle

Le projet cible les populations pastorales du district de Marsabit au Kenya, où vivent environ 30 000 ménages et des troupeaux comprenant 120 000 bœufs, 1 million de moutons et de chèvres et 76 000 chameaux. Il cherche à répondre aux besoins spécifiques de ces populations en stratégies de gestion des risques liés aux conditions climatiques, en testant des modèles pour l'estimation du taux de mortalité du bétail en utilisant une technologie satellitaire pour évaluer l'épuisement des pâturages. Le projet utilisera aussi des jeux de simulation pour améliorer la compréhension de l'assurance par les consommateurs.

Enseignements à tirer

- Quels sont pour les communautés pastorales les facteurs déterminants qui influent sur l'acceptation d'une assurance ?
- L'assurance provoque-t-elle un changement dans les décisions d'ordre économique et le bien-être d'un ménage ?
- Quels sont les défis et les opportunités qui se présentent lorsqu'on commercialise des produits d'assurance auprès d'une population relativement analphabète et ethniquement diversifiée dans une région isolée ?
- Quel est le degré d'efficacité de différents outils de marketing dans les décisions d'investissement dans des produits d'assurance que prennent les populations pastorales ?



© IRI

Microfinance Opportunities (MFO)

Institution : Organisation à but non lucratif

En collaboration avec : Association des assureurs kenyans (AKI)

Pays : Kenya

Durée : 1 an, à partir de janvier 2010

MFO est un centre de ressources qui promeut des services financiers centrés sur les besoins des clients. Lancé en 2002, il conçoit et fournit une gamme de produits et de services de microfinance visant à satisfaire aux besoins et aux choix prioritaires des ménages à faibles revenus. L'AKI est l'association des compagnies d'assurance du Kenya. Son principal objectif est de promouvoir les bonnes pratiques d'affaires et de sensibiliser le grand public aux avantages de l'assurance.

Projet : L'éducation du consommateur dans le domaine de l'assurance

Le but de ce projet consiste à développer le marché de la micro-assurance au Kenya en améliorant les capacités de gestion des risques des personnes à faibles revenus, et ce, à travers une stratégie d'éducation à l'assurance. Le projet adoptera une approche à deux volets reposant sur une assistance technique provenant du MFO. Au niveau national, l'AKI mènera une campagne de sensibilisation à l'assurance en se servant de médias de masse. Au niveau de la vente au détail, les acteurs de la micro-assurance (par ex., les compagnies d'assurance, les institutions de microfinance) seront encouragés à renforcer leur capacité à fournir une éducation financière aux personnes à faibles revenus.

Enseignements à tirer

- Comment adapter le module de formation de MFO à la gestion des risques et à l'assurance à une campagne participative radiophonique ?
- Une campagne à la radio en faveur de l'éducation en assurance peut-elle systématiquement retenir l'intérêt d'un nombre important d'auditeurs dont les revenus sont peu élevés ?
- Quel est le type d'assistance technique dont ont besoin les assureurs en micro-assurance pour qu'ils se lancent dans des initiatives d'éducation du consommateur en assurance de manière rentable ?

Figure 4 BÉNÉFICIAIRES DE SUBVENTIONS À L'INNOVATION, 2008 ET 2009



© Fonds



« Nous considérons que le prochain pôle de croissance se trouve dans le marché des personnes à faibles revenus. Réussir à atteindre les clients de ce marché et les fidéliser pour la vie : voilà ce que d'après nous Old Mutual devrait s'attacher à faire, tant d'un point de vue commercial que comme contribution au programme de transformation du pays. »

Colette Patience,
Directrice principale
des projets,
Old Mutual

Old Mutual Afrique du Sud

Institution : Compagnie d'assurance

Pays : Afrique du Sud

Durée : 2 ans, à partir de novembre 2009

Créée en Afrique du Sud en 1845, Old Mutual fournit une gamme de services financiers qui comprennent la gestion de patrimoine, les produits d'investissement, l'épargne-retraite et les assurances vie, invalidité et santé. La compagnie mène des activités dans beaucoup d'autres pays africains, y compris le Kenya, le Malawi, la Namibie, le Swaziland et le Zimbabwe.

Projet : Fournir un vaste éventail de services financiers

Les responsables du projet travaillent avec les dirigeants communautaires locaux pour fournir une gamme de services financiers utiles aux individus à faibles revenus et économiquement actifs vivant dans les régions rurales et périurbaines du pays. En collaboration avec les deux sociétés du groupe – Nedbank et Mutual & Federal – le projet mettra sur pied des guichets uniques en vue d'offrir des services financiers aux populations à faibles revenus, y compris des produits de gestion des risques de qualité, abordables, aisément accessibles et durables. À travers ce projet, Old Mutual cherche aussi à comprendre comment améliorer la compréhension des outils financiers par les personnes à faibles revenus.

Enseignements à tirer

- Dans quelle mesure les modèles de distribution prenant en compte la participation des communautés, l'impact de la technologie et les différences entre les environnements périurbains et ruraux sont-ils efficaces ?
- D'un point de vue financier, quel est le comportement des ménages à faibles revenus par rapport aux différents modèles de marketing et de distribution ?
- Quels effets ont les programmes d'éducation du consommateur sur les décisions d'achats de produits ?

MOYEN-ORIENT / AFRIQUE DU NORD (MENA)

MicroFund for Women (MFW)

Institution : ONG locale

En collaboration avec : Women's World Banking (WWB)

Pays : Jordanie

Durée : 18 mois, à partir de juin 2009

MFW vise les micro-entrepreneurs de Jordanie, les femmes en particulier, en leur fournissant des services financiers et non-financiers. MFW offre actuellement des services à environ 40 000 clients. Quant au WWB, un réseau global d'institutions de microfinancement présent dans 29 pays, il touche plus de 21 millions de micro-entrepreneurs, principalement des femmes.

Projet : Lancement initial du produit Caregiver

Le projet vise à élaborer un produit d'assurance santé abordable, Caregiver, conçu pour permettre aux clients de MFW de recevoir des paiements en espèces les aidant à compenser les coûts de traitement dans des établissements de services de santé privés en cas d'urgence ou de maladie grave. Le produit a été conçu spécifiquement pour satisfaire aux contraintes auxquelles font face les assurées, les femmes étant d'habitude celles qui soignent les membres de leur famille et qui doivent donc trouver du temps à cet effet pendant les heures de travail lorsqu'un enfant, un conjoint ou un parent est souffrant.

Enseignements à tirer

- Dans quelle mesure l'assurance aide-t-elle à protéger l'épargne dans un ménage ?
- De quelle façon les clients utilisent-ils une somme supplémentaire en espèces pour faire face aux coûts de services de santé qui ne sont pas couverts par une assurance ?
- Comment commercialise-t-on les composantes volontaires d'un produit d'assurance ?
- Quelle est la capacité institutionnelle supplémentaire qui est nécessaire pour aller au-delà des produits d'assurance-vie de crédit ?
- Quel est le degré de durabilité et de reproductibilité du produit d'assurance Caregiver ?

ASIE

CARE Foundation*Institution* : ONG locale*En collaboration avec* : Centre for Insurance and Risk Management (CIRM)*Pays* : Inde*Durée* : 3 ans, à partir de juin 2009

Munie d'un mandat dont l'objectif consiste à utiliser la technologie de façon appropriée afin de rendre les services de santé abordables et accessibles, la Fondation CARE mène des recherches, assure des formations spécialisées, met au point de nouveaux produits médicaux peu coûteux et fournit des soins de santé à des populations à faibles revenus. Le CIRM est une organisation à but non lucratif engagée dans diverses initiatives de recherche-action en collaboration avec des assureurs, des ONG et des organismes de réglementation pour élaborer et promouvoir des produits d'assurance innovants et améliorer la compréhension des mécanismes d'atténuation du risque (voir encadré 6).

Projet : Assurance médecine générale : le financement viable des soins primaires en milieu rural

Des champions de santé villageoise (CSV) fourniront des services de soins de santé et proposeront des produits de micro-assurance santé volontaire dans 50 villages comportant environ 100 000 résidents au total. Avec l'appui d'un centre de soins de santé primaires et une équipe de médecins pour la consultation à distance et en utilisant des appareils de communication portatifs, les CSV concentreront leur action sur l'éducation sanitaire, la prévention des maladies, l'assistance à la prise en charge et le transport jusqu'aux établissements médicaux, donnant les moyens aux villageois de faire des choix avisés sur la micro-assurance santé. Les coûts globaux de traitement devraient éventuellement diminuer à travers la prévention, le diagnostic précoce et la dispense de soins en temps opportun. Le télé-suivi sera utilisé pour mener des contrôles de qualité et pour dispenser des services de postcure afin d'éviter les ré-hospitalisations.

Enseignements à tirer

- Dans quelle mesure est-ce que la technologie améliore l'accès aux soins de santé, facilite le traitement de demande d'indemnisation, réduit les coûts et stimule l'épargne ?
- De quelle façon le modèle est-il efficace du point de vue de la gestion des demandes d'indemnisation, des dépenses pour les soins de santé, des frais de fonctionnement et des taux de renouvellement ?
- Jusqu'à quel point les CSV sont-ils efficaces dans la prévention des maladies et dans la promotion de styles de vie sains ?
- Dans quelle mesure le modèle contribue-t-il à améliorer la fourniture de soins de santé et à satisfaire les patients et les prestataires ?

Dhan Foundation*Institution* : ONG locale*En collaboration avec* : People Mutuals*Pays* : Inde*Durée* : 3 ans, à partir de juin 2009

Créé en 1997, le Dhan Foundation a pour but la stimulation du développement rural et l'intensification des interventions visant à éliminer la pauvreté dans le pays. People Mutuals est la branche assurance de Dhan mise sur pied en 2003 pour faciliter l'accès des organisations qu'elle soutient à la micro-assurance.

Projet : Adaptation aux aléas climatiques par des assurances récoltes

Le projet cible les petits exploitants agricoles qui sont vulnérables aux irrégularités d'ordre climatique. Il vise au développement de produits d'assurance récolte indexés aux conditions climatiques et géospatiales comme outils

Pranav Prashad (à l'extrême gauche), un des responsables des subventions du Fonds, sur le site d'un des pluviomètres installés par la Fondation, en compagnie de membres de son personnel





« La micro-assurance a deux effets très importants. En premier lieu, elle est protectrice : elle procure un filet de sécurité qui n'est pas suffisamment présent dans les économies émergentes ; en deuxième lieu, elle rend possible : il y a de nombreux cas de personnes pauvres trop réfractaires au risque pour qu'elles tentent de lancer une activité ou une technologie nouvelle (comme la plantation d'une nouvelle culture ou l'utilisation de l'irrigation par goutte à goutte), car un échec pourrait avoir des effets dévastateurs. »

Andrew Kuper,
Président, LeapFrog
Investments Ltd

d'adaptation aux changements climatiques. Afin de stimuler la demande et de renforcer les capacités, les agriculteurs recevront une formation sur les sécheresses et la gestion des ressources en eau, et des pluviomètres couvrant de faibles superficies seront installés afin d'obtenir une précision aussi grande que possible.

Enseignements à tirer

- Comment assurer diverses récoltes et comment déterminer la probabilité des risques afférents à chacune les pertes associées aux risques individuels et l'abordabilité des assurances ?
- Quels sont les facteurs qui déterminent l'efficacité et l'efficacé des programmes d'assurances récolte ?
- Comment optimiser la mise en place et le nombre des pluviomètres automatiques et s'assurer que les précipitations enregistrées dans ces pluviomètres soient précises, fiables et représentatives des conditions sur le terrain ?

IFFCO-Tokio General Insurance Co. Ltd (ITGI)

Institution : Compagnie d'assurance

Pays : Inde

Durée : 2 ans, à partir d'août 2009

Entreprise conjointe réunissant la Indian Farmers Fertilizer Cooperative Ltd. (IFFCO), qui est au service de plus de 40 000 coopératives agricoles, et la Tokio Marine and Nichido Fire Inc. du Japon, l'ITGI répond dans toute l'Inde aux besoins en produits d'assurance des personnes à faibles revenus vivant dans ses régions rurales. L'ITGI possède une grande expérience dans l'élaboration et la commercialisation de produits de micro-assurance distribués à travers des coopératives agricoles et des banques coopératives.

Projet : Utilisation de puces électroniques pour réduire les demandes d'indemnisation frauduleuses pour le bétail

Le projet cible plus de 25 000 agriculteurs pauvres et leurs familles qui dépendent de l'élevage comme principale source de revenus. Son but est de tester un modèle capable de réduire la fraude à travers l'utilisation d'un dispositif d'identification implanté sous la peau de l'animal et basé sur une technologie d'identification par radiofréquence (Radio Frequency Identification – RFID). Cette technologie pourrait être bénéfique aux fermiers, car une réduction du nombre de demandes d'indemnisation aboutira à une réduction du montant des primes.

Enseignements à tirer

- Dans quelle mesure l'application de la technologie RFID peut-elle réduire les demandes d'indemnisation frauduleuses ?
- Dans quelle mesure les fermiers accepteront-ils l'utilisation de la nouvelle technologie ?
- De quelle façon l'introduction de cette technologie valorisera-t-elle l'assurance bétail auprès des propriétaires de troupeaux ?
- Quel sera l'impact de l'application de cette technologie sur les coûts, l'efficacité et la rentabilité ?
- L'identification par radiofréquence peut-elle aider à gérer des troupeaux, de sorte que la technologie serve des objectifs plus vastes que ceux de l'assurance seule ?

Palmyrah Workers' Development Society (PWDS)

Institution : ONG locale

En collaboration avec : Centre for Insurance and Risk Management (CIRM)

Pays : Inde

Durée : 3 ans, à partir de mars 2009

Le PWDS exécute des projets de développement dans l'État du Tamil Nadu visant à l'amélioration des conditions socio-économiques des communautés à faibles revenus, et ce, en renforçant les capacités des organisations communautaires, en les rattachant aux ressources et aux services publics généraux et en influant sur les politiques locales et

nationales. Le CIRM est une organisation à but non lucratif engagée dans diverses initiatives de recherche-action visant à élaborer et à promouvoir des produits d'assurance innovants (voir encadré 6).

Projet : Généralisation de l'accès des communautés rurales aux services d'assurance

Le projet cible les familles des régions rurales qui travaillent dans l'économie informelle et ne bénéficient pas d'un accès à la sécurité sociale et sanitaire. Son but est de piloter un modèle d'activité qui créera un accès aux services d'assurance pour ces communautés. Le modèle tentera d'identifier, de renforcer et de tirer profit des relations et des circuits existants et élaborera, d'abord dans le domaine de la santé, un système de distribution visant à réduire le coût des ventes, améliorer la collecte des primes et le remboursement des indemnités.

Enseignements à tirer

- Qu'est-ce qui détermine la demande pour des produits d'assurance ?
- Quel est l'impact des frais à charge de l'assuré sur l'utilisation des services de santé ?
- Quelles sont les caractéristiques des produits que les clients considèrent comme intéressantes ?
- Comment fournir de manière économique des produits de micro-assurance en utilisant un modèle de distribution au détail ?
- Comment peut-on tester la capacité des organisations locales à vendre divers services financiers en fournissant un service de qualité ?

Pioneer Life Inc.

Institution : Compagnie d'assurance

Country : Les Philippines

Durée : 3 ans, à partir de juin 2009

Pioneer Life Inc. est une importante compagnie d'assurance vie aux Philippines. Son cœur de métier consiste à offrir à ses clients des services financiers appropriés leur permettant de sécuriser les biens qui comptent le plus pour eux, en se concentrant sur l'identification de leurs besoins précis et en mettant à leur disposition des produits et des services ainsi que des circuits de distribution adaptés à leurs exigences.

Projet : Combiner l'éducation financière avec les produits de micro-assurance

Le projet cible les familles – enfants et adultes dépendants – des Philippines travaillant à l'étranger. Il allie une formation en gestion des finances et du risque à une offre qui combine l'épargne et la micro-assurance vie et accident et il sera mis en œuvre à travers des écoles et des églises dans des provinces ciblées du pays. Une équipe composée de coordonnateurs d'écoles et de dirigeants de paroisses agira comme facilitatrice dans la promotion du projet et aidera à la formation aux questions financières.

Enseignements à tirer

- Quel est l'impact de la formation aux questions financières sur l'attitude du groupe cible à l'égard de l'assurance et de l'épargne ?
- Les églises sont-elles efficaces en tant que circuits de distribution ?
- Quels sont les aspects du produit de micro-assurance les plus importants aux yeux des assurés ?

Prime General Daatgal Insurance LLC (PGI)

Institution : Compagnie d'assurance

Pays : Mongolie

Durée : 18 mois, à partir d'octobre 2009

Fondée en 2001, PGI est détenue par XacBank, une institution bancaire de microfinance de premier plan, et par Petrovis, une société d'importation et de distribution de produits pétroliers en Mongolie. Elle est l'une des plus importantes compagnies d'assurance dans



© Fonds

« Tous les programmes de micro-assurance devraient tendre à la viabilité, au vu du fait que les subventions des bailleurs de fonds et des pouvoirs publics ne sont que temporaires. »

Denis Garand,
Président,
Denis Garand et
Associés



© Fonds

le pays, élaborant des produits de micro-assurance au bénéfice des familles à faibles revenus depuis 2006.

Projet : Fourniture de produits de micro-assurance santé et accident aux travailleurs indépendants

Le projet vise à étendre la disponibilité et l'envergure des produits de micro-assurance santé et accident aux travailleurs indépendants à faibles revenus. Au départ, PGI mènera une étude de marché à Oulan Bator, la capitale de la Mongolie, dans le but de saisir les caractéristiques du marché. Elle élaborera ensuite des produits de micro-assurance fondés sur la demande, renforcera ses capacités internes, mènera une campagne d'éducation et formera le personnel de XacBank à la vente et à la distribution des produits.

Enseignements à tirer

- Quel est le moyen le plus efficace d'utiliser les processus opérationnels des institutions financières pour atteindre une population éparse ?
- Quels médias de communication (téléphones portables, radio ou télévision) sont les plus efficaces dans l'éducation du consommateur ?
- Quelle est la prime optimale qui donnera le meilleur résultat possible en termes d'acceptation des produits par la clientèle ?
- Quels services/produits peuvent être regroupés pour répondre aux besoins des différents groupes à faibles revenus ?

Rehabilitation and Development of the Landless (RADOL)

Institution : ONG locale

En collaboration avec : Development for Ideal Social Association ; Integrated Community Development Association ; People's Oriented Programme Implementation ; Rural Reconstruction Foundation ; Srizon Bangladesh

Pays : Bangladesh

Durée : 2 ans, à partir d'août 2009

Les activités de RADOL comprennent la fourniture de services de micro-crédit aux ménages à faibles revenus. Les autres membres du consortium sont tous des ONG et, ensemble, ils sont actifs dans 38 districts du Bangladesh, fournissant des services financiers à plus de 560 000 clients à faibles revenus.

Projet : Développement de services de micro-assurance accessibles à tous à travers un partenariat ONG/assureur

L'objectif du projet est de fournir une couverture d'assurance vie abordable aux ménages à faibles revenus au Bangladesh. Le consortium collaborera avec une compagnie d'assurance vie pour élaborer et fournir des produits de micro-assurance, en tirant parti des différents domaines de spécialisation des ONG et de l'assureur partenaire impliqué dans le projet. Au cours de la phase pilote, 2 produits d'assurance mixte et 2 produits d'assurance à terme, prévoyant tous des indemnités en espèces en cas d'hospitalisation, seront offerts dans cinq villages. Au terme de l'expérimentation pilote de 24 mois, une étude d'impact sera réalisée et le projet sera étendu par phases successives.

Enseignements à tirer

- L'éducation des consommateurs peut-elle constituer une réponse au manque de sensibilisation et au besoin d'atténuation des risques dans les régions très exposées aux catastrophes naturelles du Bangladesh ?
- Comment varient l'impact des produits de micro-assurance et leur niveau d'adoption dans des conditions économiques différentes ?
- Comment peut-on développer les services de micro-assurance au Bangladesh pour qu'ils atteignent un niveau de pénétration comparable à celui de la microfinance ?

Seemasahitha Sanasa Rakshana Samagama (Sanasa Insurance Company Ltd)

Institution : Compagnie d'assurance

En collaboration avec : Développement international Desjardins (DID) ; BASIX

Pays : Sri Lanka

Durée : 3 ans, à partir de septembre 2009

La Sanasa Insurance Company Ltd. fonctionne principalement en tant qu'organisation d'appui tactique au service des membres de sociétés d'épargne et de crédit (environ 3 millions de personnes) du groupe SANASA et vend des produits d'assurance dans la plupart des régions du Sri Lanka. DID fait partie du groupe Desjardins, un réseau de coopératives canadien offrant une gamme complète de services financiers à environ 6 millions de membres. BASIX est un groupe de sociétés situées en Inde qui promeut des moyens de subsistance durables à travers des prestations de services financiers et d'assistance technique ; en 2003, en collaboration avec ICICI Lombard et la Banque mondiale, il a piloté un produit d'assurance climatique.

Projet : Élaboration d'une assurance récolte à couverture indicielle

Le projet vise à mettre à la disposition des fermiers du Sri Lanka un produit d'assurance agricole innovant qui minimisera le risque de pertes de revenus causées par des conditions climatiques défavorables. Il est centré sur l'expérimentation et l'adaptation d'un modèle d'assurance récolte indexé aux conditions météorologiques utilisé en Inde et implique l'élaboration de nouvelles méthodes visant à rationaliser les processus, à améliorer les mécanismes de fourniture et à sensibiliser davantage les agriculteurs au bénéfice des assurances contre les risques climatiques.

Enseignements à tirer

- Dans quelle mesure les fermiers sont-ils intéressés à assurer leurs récoltes ? Quels facteurs pourraient inhiber leur disposition à acheter le produit d'assurance ?
- Quels sont les moyens de communication (vidéo, brochure) les plus efficaces pour développer la visibilité du produit ?
- Dans quelle mesure le circuit de distribution (des coopératives ou des agences d'institutions bancaires) a une incidence sur la décision de l'agriculteur d'acheter le produit ?

Craig Churchill, le
Chef de l'équipe
du Fonds, signant
un contrat de
subvention à
Genève avec
Prema Gopalan,
Directrice du
Swayam Shikshan
Prayog, ONG
de l'Inde

Swayam Shikshan Prayog (SSP)

Institution : ONG locale

En collaboration avec : Swasth India Services (SIS)

Pays : Inde

Durée : 30 mois, à partir de juin 2009

Active dans 10 régions exposées aux catastrophes naturelles dans trois États de l'Inde, la SSP transforme des processus de reconstruction après des sinistres à grande échelle en opportunités de développement en rétablissant les moyens de subsistance, en mettant sur pied des fédérations et des entreprises viables et en comblant les lacunes dans le développement villageois et la gouvernance locale. SIS travaille avec les communautés à la mise en œuvre de projets de soins de santé au bénéfice des ménages ruraux et urbains à faibles revenus.

Projet : Améliorer la capacité de récupération des ménages à faibles revenus

Le projet cherche à améliorer la capacité de récupération des ménages à faibles revenus de l'État du Maharashtra à travers l'amélioration de l'accès aux soins de santé et la création de mécanismes de protection économique, avec l'aide de groupes de femmes des milieux populaires. Il élaborera un modèle hybride visant à fournir une protection contre des situations de santé requérant un traitement coûteux à travers : une mise en commun de l'épargne des membres pour créer un Fonds de santé communautaire (FSC) autonome ; une police d'assurance de



groupe et un accès « sans argent liquide » à des soins à l'hôpital ; un produit simple à comprendre et abordable s'adressant aux familles ; et des partenariats avec les acteurs de la santé (médecins, hôpitaux, pharmacies, etc.) pour accroître l'abordabilité, la qualité et l'acceptation des clients.

Enseignements à tirer

- Quels sont les aspects essentiels d'un modèle de micro-assurance santé efficace régi par la communauté pouvant garantir qu'il fonctionne bien pour les pauvres ?
- Qu'est-ce qui fait que les partenariats santé/assurance communautaires fonctionnent bien pour les clients à faibles revenus ?
- Quel est l'impact économique et social des produits de micro-assurance sur les clients à faibles revenus et leurs familles (par ex., mortalité infantile plus faible et amélioration de l'état de santé des femmes) ?

Weather Risk Management Services Ltd (WRMS)

Institution : Intermédiaire de services d'assurance

Pays : Inde

Durée : 2 ans, à partir de juillet 2009

À travers son rôle pionnier dans le développement du marché alternatif de l'assurance agricole en Inde, WRMS a permis à plus de 250 000 agriculteurs d'accéder à des couvertures d'assurance dans le cadre de ses différents services de gestion des risques agricoles. Le travail est axé sur l'élaboration et la mise en œuvre d'un contrat d'assurance contre les risques climatiques, le développement de technologies à faible coût pour réduire les frais administratifs et la collaboration avec les pouvoirs publics.

Projet : Solutions complètes de gestion des risques agricoles pour les agriculteurs

Le projet cible les agriculteurs vivant dans les régions de Howrah et de Kamrup, dans le Nord-Est de l'Inde, et leurs familles. Il consiste à aider les fermiers à générer des ressources financières durables en minimisant l'impact des chocs climatiques auxquels ils doivent faire face, et ce, à travers des mesures de gestion du risque à caractère financier et technologique. Dans le cadre du projet, il élaborera un indice hybride relatif aux conditions climatiques et aux rendements par surface donnée afin de répondre aux besoins cruciaux des agriculteurs en gestion des risques ; des stations météorologiques automatisées destinées à collecter et à diffuser des données climatiques et à faciliter le règlement des demandes d'indemnisation pour des sinistres d'origine climatique seront aussi installées.

Enseignements à tirer

- Quel impact un programme à large échelle de gestion du risque peut avoir sur les petites exploitations agricoles ?
- Qu'est-ce qui détermine la demande pour de l'assurance à couverture indiciaire par de petits exploitants agricoles, et comment peut-on encourager cette demande ?
- Comment peut-on rendre commercialement durable une assurance liée à un indice ?

AMERIQUE LATINE

Confederação Federação Nacional das Empresas de Previsões e Vida (CNSeg)

Institution : Association d'assureurs

Pays : Brésil

Durée : 1 an et demi, à partir de janvier 2010

CNSeg, la confédération des sociétés d'assurance du Brésil, réunit les plus importantes parties prenantes de l'industrie de l'assurance du pays, coordonne les actions sur le plan politique, élabore un planning stratégique pour le secteur et se livre à des activités d'intérêt commun pour les quatre fédérations d'assurance : Assurance générale, Retraite et vie, Santé complémentaire et Capitalisation.

Projet : Changer la façon de percevoir la micro-assurance

Le projet est orienté vers les ménages à faibles revenus et les petites entreprises. Il a pour but d'accroître la sensibilisation à la micro-assurance. La première mesure consistera à mener une étude pilote à Santa Marta, un quartier pauvre de Rio de Janeiro, afin de déterminer les attitudes qui prévalent envers l'assurance. Des informations sur l'assurance seront diffusées au groupe cible à travers des circuits de communication interactifs et le projet proposera de la formation en utilisant des méthodes innovantes et participatives.

Enseignements à tirer

- Quel est le degré de coût-efficacité des différents médias utilisés pour l'éducation du consommateur ?
- Quel est l'impact exact des différents outils d'éducation sur les connaissances, les compétences, les attitudes et le comportement envers la gestion du risque des personnes à faibles revenus ?
- Quel serait le modèle d'activité approprié en matière d'éducation du consommateur pour une association d'assureurs ?



José Navarro (à l'extrême droite), un des responsables des subventions du Fonds, et Lourdes del Carpio (au centre) de la compagnie d'assurance La Positiva, rencontrant des fermiers bénéficiaires des produits de micro-assurance de la compagnie au Pérou

Fundación de Aseguradores Colombianos (FUNDASEG)

Institution : Association d'assureurs

En collaboration avec : Federación de Aseguradores Colombianos (FASECOLDA) et Servicio Nacional de Aprendizaje (SENA)

Pays : Colombie

Durée : 3 ans, à partir de janvier 2010

FUNDASEG exécute des programmes d'éducation financière à l'intention des populations à faibles revenus pour les aider à améliorer leurs moyens de subsistance. Ses activités comprennent l'encouragement au secteur de l'assurance de la Colombie de se consacrer aux couches les plus démunies de la société du pays. FASECOLDA est la fédération de l'industrie des assurances de la Colombie, et SENA est une entité publique qui a la charge de promouvoir la formation professionnelle des personnes à faibles revenus à titre gratuit.

Projet : Promotion de l'éducation à l'assurance

Le projet mettra en œuvre un programme de développement des connaissances financières par le biais de partenariats public-privé. Son but est de former 27 000 personnes à travers des ateliers de travail, et 100 000 autres en utilisant les médias de masse. Le projet sera développé en trois phases : d'abord celle de la recherche, pour identifier les méthodes d'utilisation des médias de masse convenant le mieux au profil de la population cible, puis celle de la diffusion de matériel de formation à travers des ateliers de travail et des médias de masse, et enfin celle de l'évaluation de l'impact des différentes approches.

Enseignements à tirer

- Quels avantages les groupes cibles tirent-ils de l'éducation financière ?
- Le programme change-t-il la perception que l'on peut avoir du risque et de l'assurance, et comment peut-on mesurer ce changement ?
- Quelle approche, ou combinaison d'approches, constitue le moyen le plus efficace pour fournir de l'éducation financière ?
- Un partenariat public-privé peut-il assurer la viabilité d'un programme d'éducation à l'assurance ?

Seguros Futuro

Institution : Compagnie d'assurance

Pays : Le Salvador

Durée : 3 ans, à partir de juin 2009

Seguros Futuro est la première et seule coopérative d'assurance au Salvador. Elle a débuté ses opérations en 1996, assurant la protection des familles et de leurs avoirs à travers des produits accessibles, ceux de micro-assurance compris. Elle reçoit de l'assistance technique de la Société canadienne de coopération pour le développement international (SOCODEVI).

Projet : Améliorer l'accès des bénéficiaires de transferts de fonds de l'étranger aux produits de la micro-assurance

Le groupe cible du projet est constitué d'individus qui reçoivent des fonds transférés par des travailleurs à l'étranger – principalement des membres de leur famille se trouvant en Amérique du Nord – et qui leur sont remis aux guichets des coopératives ou des différents points de service de Seguros Futuro. Le projet sera axé sur le développement d'une culture de gestion du risque chez ceux recevant des fonds de l'étranger et sur l'élaboration d'un produit de micro-assurance accessible qui puisse répondre à leurs besoins en cas de décès du travailleur migrant.

Enseignements à tirer

- Quelle est la valeur exacte que les travailleurs migrants et les bénéficiaires de fonds reçus de l'étranger attribuent à l'assurance vie ?
- La technologie est-elle un facteur fondamental dans l'amélioration de l'efficacité du service qu'une compagnie d'assurance offre ?
- La formation du consommateur est-elle efficace lorsqu'on la compare aux approches marketing traditionnelles ?
- Les assureurs peuvent-ils développer un processus efficace de fourniture de produits de micro-assurance par le biais de coopératives offrant des services financiers ?

Zurich Brasil Seguros

Institution : Compagnie d'assurance

Pays : Brésil

Durée : 3 ans, à partir de décembre 2009

Zurich Brasil Seguros est membre d'un des plus grands groupes d'assurance au monde. Fondé en 1982, il a des succursales à Sao Paulo, à Rio de Janeiro, à Curitiba et à Porto, et il offre une vaste gamme de services financiers.

Projet : Améliorer l'accès à des produits de micro-assurance composés

Le projet est axé sur une nouvelle proposition d'assurance, appelée 'Pick 4 a Dollar', qui comprend quatre produits (accidents corporels, perte de revenus, argent pour des soins à l'hôpital et propriété foncière), tous au prix de 1 dollar des États-Unis par mois. Le client peut choisir un ou plusieurs produits avec des rabais progressifs de la prime. Le produit sera vendu à travers des circuits de distribution alternatifs tels que les guichets de services publics et les magasins de détail où se rendent des personnes à faibles revenus. Le projet aura pour but de développer le produit plus avant et de trouver de nouvelles façons de le commercialiser et de le diffuser.

Enseignements à tirer

- Est-ce qu'une proposition de produits combinés comme 'Pick 4 a Dollar' aboutit à la massification des achats de produits de micro-assurance ?
- Le produit est-il viable pour la compagnie ?
- Quelle est la valeur des produits combinés pour les ménages à faibles revenus ?
- Quel est le comportement des ménages à faibles revenus envers l'achat des différentes options de couverture ?

© Maria Victoria Sáenz



« Le Fonds a joué un rôle de catalyseur de la demande pour la micro-assurance en Amérique latine et a découvert des organisations qui travaillaient silencieusement au développement de produits innovants. Grâce à cet effort, il est désormais beaucoup plus facile pour les bailleurs de fonds d'investir à leur tour le secteur. Le temps est venu d'aller plus loin en unissant nos efforts et en apprenant des expériences de terrain. »

Maria Victoria Sáenz,
Responsable
principale, Fonds
d'investissement
multilatéral (BID)

MONDE

Freedom from Hunger (FFH)*Institution* : ONG internationale*Région* : Monde*Durée* : 2 ans 8 mois, à partir de juin 2009

Fondé en 1946 et présent dans 17 pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique de l'Ouest, FFH tente de trouver des solutions d'auto-assistance durables à la lutte contre la faim et la pauvreté. Ses activités comprennent l'élaboration et la dissémination de services financiers intégrés et l'apprentissage de l'autonomie fonctionnelle à l'intention des pauvres des régions rurales, afin de les aider à atteindre la sécurité alimentaire.

Projet : Plan d'éducation des clients en micro-assurance santé

Le projet cible les « pauvres souffrant de faim chronique » dépourvus d'un accès à l'assurance santé. Son but est d'élaborer un module qui procurera aux fournisseurs de produits de micro-assurance un outil d'enseignement efficace pour aider les personnes à faibles revenus à évaluer et à accéder à des produits d'assurance santé. Au cours de la première phase du projet, FFH concevra, développera et mettra à l'essai sur le terrain un module d'enseignement du consommateur adaptable ; dans la seconde phase, il évaluera l'impact du module en collaboration avec un régime de micro-assurance santé.

Enseignements à tirer

- Comment procède-t-on pour élaborer un module d'enseignement en matière d'éducation sanitaire qui contienne de l'information générique sur la valeur de l'assurance santé et qui puisse être reproduit sur une vaste échelle ?
- La fourniture d'une éducation sanitaire avec l'utilisation de principes d'apprentissage pour les adultes peut-elle accroître sensiblement les connaissances en micro-assurance santé chez les consommateurs à faibles revenus ?
- Quelle valeur ajoutée l'éducation des consommateurs apporte-t-elle à la souscription et la fidélisation aux polices assurances, ainsi qu'à la capacité du client à mieux gérer les risques financiers associés à la maladie et à la mauvaise santé ?

Le séminaire sur l'éducation des consommateurs au Brésil organisé en août par le Fonds (voir encadré 4) ; FFH comptaient plusieurs représentants parmi les participants



Encadré 8 MESURE DE LA PERFORMANCE DANS LE DOMAINE DE LA MICRO-ASSURANCE

Dans le domaine de la micro-assurance, la mesure de la performance est un élément capital permettant de suivre le développement du secteur et de s'assurer que les produits qui ont été élaborés répondent aux besoins des populations ciblées et permettent aux institutions d'être financièrement viables. Mesurer la performance demande l'analyse et l'interprétation de données quantitatives.

Le groupe de travail du Microinsurance Network sur les indicateurs de performance cherche à sensibiliser le secteur au besoin de se livrer à des analyses de performance et de développer les outils de mesure nécessaires. L'initiative a abouti à la constitution d'une liste de 10 indicateurs de performance clés, groupés en quatre catégories, comme suit :

VALEUR DU PRODUIT

1. *Ratio de revenu net* : il établit la rentabilité d'un programme de micro-assurance
2. *Ratio de dépenses encourues* : il précise le degré d'efficacité de services de micro-assurance
3. *Ratio de sinistres encourus* : il détermine la valeur du programme pour l'assuré.

CONNAISSANCE DU PRODUIT ET SATISFACTION DU CLIENT

4. *Ratio de taux de fidélisation* : il aide à définir le niveau de satisfaction des assurés
5. *Taux de couverture* : il établit la proportion de la population cible couverte par le régime de micro-assurance à un moment donné
6. *Ratio de croissance* : il indique la croissance de l'activité d'une période déterminée à une autre

QUALITÉ DU SERVICE

7. *Rapidité de règlement des sinistres* : il indique le temps moyen consacré au règlement des indemnités ou le temps écoulé entre la date de déclaration du sinistre et le paiement de l'indemnité
8. *Ratio de rejets des demandes* : il évalue le pourcentage de demandes d'indemnités rejetées sur l'ensemble des sinistres déclarés

PRUDENCE FINANCIÈRE

9. *Ratio de solvabilité* : il indique la solidité du programme d'assurance
10. *Ratio de liquidités* : il établit le montant des espèces et quasi-espèces par rapport aux obligations à court terme du programme

Le Fonds utilise ces indicateurs dans ses analyses d'apprentissage et demande à ses bénéficiaires de s'en servir pour évaluer la performance de leurs projets.

L'OIT soutient aussi une initiative de la Banque mondiale consistant à mettre sur pied une base de données globale sur la micro-assurance, qui comprend de l'information confidentielle sur le compte des sociétés d'assurance proposant des produits de micro-assurance dans le monde. Des membres du personnel du Fonds ont rencontré des représentants de la Banque mondiale en trois occasions au cours de l'année 2009 (à Washington en mars, à Genève en août et à Dakar en octobre) pour discuter du rôle du Fonds dans ce processus.

PROGRAMME DE CONSEIL ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Le but premier de notre programme de conseil et de renforcement des capacités (CCB) est de développer les compétences nécessaires à la mise à disposition de produits d'assurance pouvant intéresser les ménages à faibles revenus, aussi bien en améliorant la disponibilité de l'expertise en micro-assurance qu'en créant une demande accrue pour cette même expertise.

En octobre 2009, nous avons modifié le nom et la stratégie de ce programme, connu auparavant sous le nom de programme d'assistance technique. Le terme « conseil » a été considéré comme plus familier dans le secteur privé que l'expression « assistance technique ». Associé à « renforcement des capacités », il exprime mieux notre mission et notre stratégie, qui sont basées sur le regroupement de conseils et de services sur mesure que nous offrons à des consultants, des prestataires et des praticiens de la micro-assurance plutôt que sur la fourniture de services individuels à titre ponctuel. Le programme CCB comporte trois principales composantes : un service de conseil, le développement professionnel et un centre de ressources (voir figure 5).

Pendant la majeure partie de 2009, avant le changement de stratégie du programme, nous avons continué à offrir des subventions d'assistance technique, des bourses, des missions conjointes, des voyages d'études et des participations à des séminaires comme des services isolés plutôt que comme des parties d'un ensemble de mesures.

Figure 5 LE PROGRAMME DE CONSEIL ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS (CCB)

LE SERVICE DE CONSEIL

Il propose un plan d'action adapté et un ensemble de mesures de soutien aux institutions fournissant des services de micro-assurance.

Les ensembles de mesures comprennent des services comme l'accès à notre centre de ressources, des ateliers de travail, des formations et d'autres possibilités d'échanges de connaissances, des subventions pour l'acquisition d'expertise et des boursiers/ières pour contribuer au renforcement des capacités.

LE DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL

Il propose des activités d'apprentissage personnalisé à la disposition d'individus et d'institutions basés dans les pays en développement et intéressés à développer les services de micro-assurance dans leurs différentes régions.

Les activités concernées comprennent un atelier d'initiation, une formation en ligne ou en face à face, des bourses, des missions conjointes, des voyages d'études et un accès à notre centre de ressources.

LE CENTRE DE RESSOURCES

Il permet aux consultants, aux prestataires et aux animateurs en micro-assurance, ainsi qu'aux bénéficiaires de nos services de conseil et de formation d'accéder aux informations et aux ressources et de les partager.

Actuellement, il comporte des registres de professionnels de la micro-assurance, de l'information sur les ateliers de travail et les conférences, des outils de micro-assurance, des méthodes, des publications, des liens vers des sites web et un forum axé sur des opportunités de collaboration.

DÉVELOPPER LE RÉSEAUTAGE ET RENFORCER LES CAPACITÉS

Figure 6 BÉNÉFICIAIRES ET BOURSIERS, PROGRAMME DE CONSEIL ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

BÉNÉFICIAIRES DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE			BOURSIERS		
Bénéficiaires	Pays		Boursier	Hôte	Pays
AFRIQUE	BRITAK	Kenya	Job Harms	SCC/CIC	Kenya
	FANAF	Côte d'Ivoire	Josephine Muchwezi	MicroEnsure	Ouganda
	KIOC	Kenya	Dofèrègouô Soro	CIDR	Bénin, Comores, Guinée
	PMS	Cameroon			
	Select Africa	Afrique du Sud			
	UAB	Burkina Faso			
MOYEN ORIENT / AFRIQUE DU NORD	CIC	Liban	Eamon Kelly	MFW	Jordanie
ASIE	CIRM	Inde	Teressa Chen	MIA	Inde
	CEFI	Inde	Kelly Rendek	PGI	Mongolie
	Dhan Foundation	Inde	Clémence Tatin	CIRM	Inde
	NACCF	Népal	Joyce Tong	UpLift	Inde
	PWDS	Inde			
	RADOL	Bangladesh			
	Sajida Foundation	Bangladesh			
	SRSP	Pakistan			
AMÉRIQUE LATINE	AIC	Haïti	Monica De Gyves	AMUCCS	Mexique
	INISER	Nicaragua	Manoj Pandey	Yasiru	Sri Lanka
	RFR	Equateur	Paloma Perez	La Positiva	Pérou
			Paola Romero	INISER	Nicaragua
			Elena Saiz	Seguro Futuro	Le Salvador

John Wipf (à l'extrême droite), un des prestataires d'assistance technique (AT) du Fonds, avec le personnel et les membres du Nepal Agriculture Cooperative Central Federation (NACCF)

Octroyées à mesure de la demande, les **subventions d'assistance technique** sont utilisées pour acquérir l'expertise de consultants en micro-assurance. Le montant des subventions est faible, mais leur incidence peut être très importante (par ex., 10 000 dollars des États-Unis investis dans l'amélioration de la fourniture d'un service peuvent créer de la valeur substantielle pour les détenteurs d'une police d'assurance). 21 subventions ont été approuvées en 2009, et le montant total alloué a été de l'ordre de 250 000 dollars des États-Unis, en comparaison de 47 687 dollars des États-Unis en 2008. Certains récipiendaires de l'assistance technique sont finalement devenus des bénéficiaires du programme des subventions à l'innovation.



Les **bourses** permettent aux professionnels de l'assurance d'acquérir une expérience pratique en travaillant sur le terrain à un programme de micro-assurance sous la conduite à distance d'un mentor et, en même temps, de renforcer la capacité institutionnelle de l'organisation hôte. Les missions, qui ont lieu dans des pays en développement, durent de 6 à 12 mois. Deux bourses ont été octroyées en 2008 et 13 autres en 2009, 30 % des boursiers/ières provenant de pays en développement (voir encadré 10). À la fin de 2009, les boursiers du Fonds ont créé leur propre communauté de pratique en ligne.

Une **mission conjointe** implique d'habitude une collaboration avec un mentor pouvant durer jusqu'à quatre semaines, et consistant à collecter des données, à analyser des programmes de micro-assurance et à trouver des réponses aux problèmes qui ont été identifiés

Encadré 9 DÉVELOPPEMENT DE LA MICRO-ASSURANCE AU LIBAN EN UTILISANT L'ASSISTANCE TECHNIQUE

La Commercial Insurance Lebanon (CIC-Lebanon) a utilisé une subvention d'assistance technique octroyée par le Fonds pour engager Marc Nabeth, un consultant en micro-assurance travaillant pour CGSI (un cabinet-conseil français), pour l'aider à identifier les besoins en assurance des personnes à faibles revenus au Liban et élaborer une stratégie pragmatique et durable. La mission a été répartie en trois phases :

- collecter les informations sur l'assurance et la micro-assurance au Liban, ainsi que sur le contexte socio-économique du pays
- établir un partenariat avec l'Association libanaise pour le développement Al Majmoua (la principale institution de micro-finance du Liban) pour mener une étude de sa clientèle
- émettre des recommandations afférentes aux conditions stratégiques et techniques nécessaires à la réussite d'une initiative dans le domaine de la micro-assurance

La mission s'est achevée pendant le second trimestre de 2009, et les conclusions préliminaires ont été présentées lors de la Conférence annuelle de Sanabel (le réseau de micro-finance représentant les pays arabes) en mai 2009.

Puis, la CIC a élaboré des produits d'assurance prêts, hospitalisation et incendie, et elle projette de développer des activités de formation en assurance. Les efforts déployés afin de mieux comprendre les besoins et les capacités du marché ont conforté le point de vue selon lequel le potentiel issu d'une collaboration entre les compagnies d'assurance et les institutions de micro-finance visant à élaborer et à mettre en œuvre des régimes de micro-assurance est considérable.

(voir encadré 11). Le nombre de missions conjointes est passé de trois en 2008 à 20 en 2009. Le succès que rencontre ce programme est dû au soutien qu'il reçoit de la part de plusieurs consultants en micro-assurance dont le nom figure dans le registre du Fonds, qui ont contribué, par le temps qu'ils ont accordé et les efforts qu'ils ont consentis, à conseiller les participants au programme.

Les **voyages d'études** sont des visites – parfois avec l'appui d'un séminaire – que se rendent les fournisseurs de micro-assurance possédant différents niveaux d'expérience du secteur, dans le but de faciliter les échanges d'information et l'apprentissage. En juin 2009, nous avons apporté un soutien à un voyage d'études entre ICICI Prudential (en Inde), engagée dans des activités de micro-assurance depuis longtemps, et la British-American Insurance Co. (BRITAK), une société kenyane ayant besoin d'assistance pour fournir un produit qu'elle a élaboré à l'intention des petits planteurs de thé. Considéré comme très réussi tant par ICICI que par BRITAK, le déplacement a mis en évidence la nécessité de mettre sur pied des activités d'éducation du consommateur.

Pour donner suite à un séminaire tenu en mai 2009 en Estonie dans le but de présenter la micro-assurance aux membres de l'Association actuarielle internationale (AAI), une des boursières en micro-assurance, Mme Clémence Tatin-Jaleran, a organisé un voyage d'études en novembre 2009 à SKS, la plus importante institution de microfinance de l'Inde ; il comprenait un séminaire d'une demi-journée à l'intention des membres de l'AAI. Un des participants

Arman Oza (en bout de table), un des mentors, avec Manoj Pandey (à sa gauche), boursier en micro-assurance, travaillant à la finalisation du plan de travail destiné à aider la Yasiru Mutual Provident Society à faire face aux problèmes qu'elle rencontre avec son programme de micro-assurance



a fait remarquer qu'« il est impressionnant d'observer comment des organisations importantes fournissent de l'assurance de manière efficace au niveau des masses. »

Le programme CCB a mis en place deux **séminaires** majeurs en 2009. Le premier, au Kenya, organisé conjointement avec la Fédération internationale des coopératives et mutuelles d'assurance (ICMIF) et COOPAfrica, a donné aux coopératives, aux assureurs et aux organisations partenaires des coopératives un aperçu des produits, des modèles et des approches à l'éducation du consommateur ayant fait l'objet de tests dans les pays en développement. Le second, en Éthiopie, s'est centré sur la communication avec le marché des personnes à faibles revenus et le développement de régimes de micro-assurance durables ; parmi les participants se trouvaient des représentants de compagnies d'assurance et de coopératives d'épargne et de crédit. Nous avons aussi accordé notre soutien à un séminaire sur la micro-assurance organisé par l'autorité égyptienne de tutelle des assurances, l'Egyptian Insurance Supervisory Authority (EISA), à l'intention des compagnies d'assurance de l'Égypte ; un de nos participants aux missions conjointes, un actuaire des pensions d'IBM, y a participé en tant qu'observateur. Plusieurs petits séminaires ont été organisés à travers notre point focal régional en Afrique.

Encadré 10 EN SUIVANT CERTAINS BOURSIERS/IÈRES DU FONDS...



Dofèrègouô Soro (à gauche), un expert en ré-assurance de la Côte d'Ivoire, est un de ceux à qui une bourse a été octroyée en 2009. Dofèrègouô a été affecté au Centre international de développement et de recherche, et il a mené une étude de cas sur la micro-assurance santé en Guinée et aux Comores. Au cours de la 5^{ème} Conférence internationale sur la micro-assurance au Sénégal, nous l'avons interviewé sur l'expérience qu'il a vécue en tant que boursier. Il déclare : « Pour moi, la micro-assurance est quelque chose de vraiment innovant. Elle est plus dynamique que l'assurance commerciale, qui a des produits standard et des clients standard. J'ai appris à travailler avec des communautés, une chose que l'on n'apprend pas avec l'assurance commerciale ; je me suis aussi familiarisé avec les mécanismes de détermination des indicateurs de performance pour l'assurance santé, quelque chose qui n'existe pas dans l'assurance privée ».

© Fonds

Nous avons aussi interviewé Paloma Perez (à droite) qui, avant l'obtention de sa bourse, travaillait comme actuaire pour une compagnie d'assurance à Madrid. Elle a découvert la micro-assurance en lisant la lettre d'information d'un institut d'actuariat. Elle a souhaité en savoir davantage et a soumis sa candidature pour l'une de nos bourses. Elle travaille maintenant pour l'IEP au Pérou et considère la possibilité de poursuivre sa carrière dans le domaine de la micro-assurance. « Je pense vraiment qu'il existe un gros marché pour la micro-assurance. Beaucoup de personnes ont besoin de conseils en gestion des risques, des conseils élémentaires comme la façon d'affronter les risques en utilisant au mieux leur argent et comment économiser pour l'avenir ».



© Fonds

La bourse de six mois en Bolivie qu'avait obtenue Clémence Tatin-Jaleran s'est terminée en avril 2009. Elle avait bénéficié des conseils de Denis Garand, un de nos consultants en micro-assurance, et son travail en Bolivie a fait l'objet d'un reportage dans le journal *The Chronicle Herald* du Canada. Elle a soumis une demande pour une autre bourse de 12 mois, et elle travaille maintenant au CIRM, notre partenaire stratégique en Inde (voir encadré 6).

Encadré 11 EXPÉRIENCES DE QUELQUES PARTICIPANTS À NOS MISSIONS CONJOINTES

À la 5^{ème} Conférence internationale sur la micro-assurance en novembre dernier, nous avons interviewé Roland Steinmann, un participant à notre programme de missions conjointes en 2009, à propos de son expérience. Devenu consultant indépendant en micro-assurance, Roland Steinmann a exécuté deux missions au Vietnam, l'une pour aider le FIDA et le Microassurance Centre à exécuter un projet de micro-assurance et l'autre pour aider GlobalAgRisk à élaborer des plans pour fournir de la micro-assurance agricole.

Il déclare : « Le Fonds pour l'innovation et le programme de missions conjointes sont vraiment uniques. C'est une occasion formidable d'acquérir de l'expérience pratique. Je ne comprends vraiment pas pourquoi il n'y a pas plus de personnes qui s'engagent. Il y a là de grandes possibilités de développer ses connaissances de la micro-assurance, comprendre ce qu'elle représente et les difficultés auxquelles doivent faire face les prestataires d'assistance technique et les consultants ».



© Fonds

Oliver Zenklusen, un économiste spécialiste des questions de développement qui a cofondé le Fair Trade Insurance Initiative, était un autre participant au programme en 2009. Il a aidé à évaluer un manuel sur la micro-assurance et un produit de micro-assurance en Arménie, après quoi il a déclaré : « Les solutions de gestion du risque pour les pauvres constitueront le but principal de mes activités dans le proche avenir. Bien que je puisse m'appuyer sur mon expertise en gestion des risques dans le secteur financier et en questions de développement, les services de développement professionnel du Fonds m'ont permis d'acquérir une expérience de première main inestimable dans la résolution de problèmes concernant le marché des personnes à faibles revenus ».



© Oliver Zenklusen

PROGRAMME DE RECHERCHE

L'objectif du programme de recherche du Fonds consiste à étudier le potentiel de la micro-assurance pour l'aide qu'elle peut apporter aux travailleurs pauvres dans la gestion du risque, et d'utiliser les connaissances qui auront été acquises pour répondre aux défis que posent l'élaboration et la mise à disposition de produits de micro-assurance.

Notre programme d'enseignement est réparti en quatre parties principales : la valeur pour le client et l'impact de produits de micro-assurance, la demande pour la micro-assurance, l'offre de micro-assurance et l'éducation du consommateur en micro-assurance (voir tableau 1). Nous mettons en œuvre ce programme en :

- menant de la recherche-action auprès des bénéficiaires de subventions à l'innovation afin de tirer des enseignements de leurs projets
- octroyant des subventions à la recherche à des universitaires dans le but d'améliorer la compréhension de la micro-assurance
- menant des études thématiques pour combler les lacunes dans la connaissance de la micro-assurance
- menant des études d'impact sur le long terme pour évaluer les avantages de la micro-assurance
- établissant des partenariats de recherche pour encourager l'apprentissage de la micro-assurance

Tableau 1 LA MATRICE D'ENSEIGNEMENT DU FOND

Le programme de recherche a créé une matrice d'enseignement pour permettre au Fonds d'analyser les projets exécutés par les bénéficiaires de subventions à l'innovation sous l'angle de leur contribution à la connaissance de la valeur et de l'impact des produits pour le client, la demande et l'offre de produits et l'éducation du consommateur. Les sujets du programme d'enseignement qui ont été appliqués aux projets sont indiqués ci-après, en utilisant l'exemple de trois bénéficiaires (Série 1/AMUCSS/Mexique; Série 2/VimoSEWA/Inde; Série 3/Old Mutual/Afrique du Sud).

[illegible]

Encadré 12 ÉTUDE À LONG TERME DE L'IMPACT SUR L'ÉDUCATION DU CONSOMMATEUR

Au Kenya, le CIC est membre d'un consortium qui a soumis une demande de subvention à l'innovation en 2008 dans le but de lancer un produit de micro-assurance mixte qu'il avait élaboré et qui couvrirait les frais d'hospitalisation, les accidents et les funérailles. La proposition du CIC, qui a été sélectionnée et retenue, comprenait une campagne d'éducation du consommateur visant à sensibiliser les clients au produit et l'utilisation de circuits innovants pour le diffuser.

En septembre 2008, nous avons commandité à MM. Stefan Dercon et Jan Willem Gunning, deux chercheurs de l'EUDN, une étude de 3 ans sur l'impact de la campagne d'éducation du consommateur qui allait être menée au Kenya. Les chercheurs sont basés à l'Université d'Oxford et à l'Université libre d'Amsterdam respectivement, et ils collaborent étroitement avec le consortium. L'étude est conçue selon une méthode d'évaluation aléatoire. L'éducation du consommateur et les activités rattachées seront menées parmi un groupe de bénéficiaires potentiels choisis au hasard, d'autres bénéficiaires potentiels étant utilisés comme groupe de contrôle. L'étude nous aidera à déterminer de quelle façon l'éducation du consommateur a influé sur l'acceptation du produit et comment les ménages à faibles revenus ont bénéficié de la micro-assurance.

Nous attirons dorénavant des universitaires de premier plan qui participent à des projets de recherche du Fonds, et nous avons établi des relations de travail étroites avec plusieurs groupes de recherche. Parmi ceux-là figure de manière proéminente le Réseau européen de la recherche en économie du développement (European Development Research Network – EUDN), qui assure le lien entre les membres des institutions européennes de recherche sur le développement, particulièrement dans le domaine de l'économie du développement, et des acteurs du développement clés dans le reste du monde, décideurs politiques compris. Les chercheurs de l'EUDN ont des connaissances approfondies en matière d'examen des questions relatives aux risques, à la pauvreté et à la vulnérabilité dans les pays en développement, et plusieurs d'entre eux sont maintenant impliqués dans les études du Fonds (par exemple, voir encadré 12).

La **recherche-action** est une façon reconnue d'améliorer l'apprentissage. Nous invitons les bénéficiaires de subventions à l'innovation à se joindre à notre programme de recherche-action aussi bien pour rehausser la performance de leurs projets que pour collecter des enseignements qui pourraient être utiles au secteur de la micro-assurance. Nous leur offrons des conseils à propos de la conception de leur programme d'enseignement et du cadre de leur recherche-action, des outils et des conseils pour contrôler la performance de leur projet et de l'assistance pour la documentation et la diffusion des résultats de leur projet. À ce jour, les enseignements qui sont apparus chez nos partenaires dans ce programme ont été principalement axés sur la gestion de projets plutôt que sur la micro-assurance même.

Avec le premier appel à candidatures émis en novembre 2008, notre programme de **subventions à la recherche** a été lancé. Nous avons reçu plus de 60 propositions, parmi lesquelles nous en avons choisies 10 qui répondaient à des questions spécifiques figurant dans notre programme d'enseignement et représentaient un mélange approprié de thèmes, de régions du globe et de méthodes. En réaction aux remarques qui nous ont été faites par certains candidats sur le fait que le montant des subventions à la recherche (de 10 000 dollars des États-Unis) ne suffisaient pas pour la collecte de données de base, nous avons offert deux subventions d'un montant plus important (50 000 dollars des États-Unis chacune) et huit subventions d'un montant inférieur (10 000 dollars des États-Unis chacune) lors de notre deuxième appel en juin 2009 (voir tableau 2). Nous nous attendons à ce que tous les bénéficiaires rédigent une communication sur leur étude. La prochaine série de subventions à la recherche sera annoncée en mars 2010, avec un délai pour la soumission de candidatures fixé à fin mai 2010.



© Stefan Dercon

« La plupart des dernières indications recueillies poussent à penser que de nombreux produits d'assurance utiles et peu onéreux ne rencontrent pas auprès des pauvres l'accueil auquel on pourrait s'attendre. Nous devons tenter de mieux comprendre la façon d'atteindre les pauvres, ce que nous devons leur offrir, quel soutien leur accorder et, de manière générale, comment les aider à comprendre et à faire confiance à la micro-assurance ainsi qu'à ceux qui la fournissent. »

Stefan Dercon,
Professeur
d'économie du
développement,
Université d'Oxford

Tableau 2 SUBVENTIONS À LA RECHERCHE EN 2009

TITRE ET RECIPIENDAIRES	PAYS	FIN DES TRAVAUX
Assurance santé		
« Utilisation de la micro-assurance au Nicaragua : demande d'assurance et effets de la souscription chez les travailleurs du secteur informel » (<i>Rebecca L. Thornton, Barbara Magnoni, Anne Fitzpatrick</i>)	Nicaragua	Avril 2010
« Etude de la propension à payer pour un système de pré-paiement communautaire en zone rurale au Cameroun » (<i>Hermann P.P. Donfouet, Ephias M. Makaudze</i>)	Cameroun	Juin 2010
« Barrières à l'accès aux soins de santé et rôle de l'assurance santé subventionnée pour les paysans » (<i>Aurélia Lépine, Alexis Le Nestour, Samba Mbaye</i>)	Sénégal	Juillet 2010
« Comprendre les effets de l'anti-sélection et du risque moral sur la micro-assurance santé » (<i>Andreas Madestam, Erik Grönqvist</i>)	Kenya	Décembre 2010
« La responsabilité conjointe et la demande pour de l'assurance santé au sein des groupes de micro-crédit » (<i>Judith Lammers, Wendy Janssens, Lucas Albani Katera</i>)	Tanzanie	Janvier 2011
« Cibler les pauvres au Cameroun au moyen de régimes d'assurance santé communautaires » (<i>Fondo Sikod, Ibrahim Abba</i>)	Cameroun	Janvier 2011
« La micro-assurance aide-t-elle les pauvres ? Indications provenant du programme-cible d'assurance santé mis en œuvre au Vietnam de 2004 à 2006 » (<i>Tra Pham, Thong Pham</i>)	Vietnam	Janvier 2011
« Confiance, alphabétisation et demande pour des produits de micro-assurance au Sénégal » (<i>Philippe LeMay-Boucher, Olivier Dagnelie, Michel Tenikue, Mohamadou Sall</i>)	Sénégal	Février 2011
« Intégration de systèmes de paiement innovants des prestataires de soins de santé à l'expansion de l'assurance santé communautaire au Burkina Faso » (<i>Paul Jacob Robyn, Ali Sié, Germain Savadogo, Aurélia Souares, Till Barnighausen, Rainer Sauerborn</i>)	Burkina Faso	Juin 2011
« Impact sur la demande de l'introduction de microcrédits combinés à de l'assurance en Inde » (<i>Esther Duflo, Abhijit Banerjee, Richard Hornbeck</i>)	Inde	Février 2012
Assurance agricole		
« Modélisation du risque pour l'assurance climatique au Ghana » (<i>James R. Jones</i>)	Ghana	Janvier 2010
« Le microcrédit augmente-t-il la servitude des enfants pour dette en l'absence de micro-assurance ? » (<i>Sayan Chakrabarty, Shahnaz Haque, Mohammad Pradhan</i>)	Bangladesh	Avril 2010
« Utilisation de la télédétection dans l'assurance agricole » (<i>Mangesh Patankar, Gargi Upadhyay, Kunal Soni</i>)	Inde	Mai 2010
« Conception expérimentale d'une assurance récolte de groupe » (<i>Daniel Clarke, Rocco Macchiavello</i>)	Ethiopie	Mai 2010
« L'incidence de la confiance sur les taux de souscription à l'assurance agricole » (<i>Alain de Janvry, Elisabeth Sadoulet, Jing Cai</i>)	Chine	Janvier 2011
« Le caractère subjectif des probabilités et son incidence sur la demande de produits d'assurance » (<i>Zaki Wahhaj, Ingo Outes-Leon</i>)	Ethiopie	Janvier 2011
« Choix du type de risque et demande pour de l'assurance dans des situations d'incertitude des prix : une approche expérimentale à l'intention des planteurs de café et de cacao de Côte d'Ivoire » (<i>Kouame Euphrasie, Aka Narcisse Komenen</i>)	Côte d'Ivoire	Février 2011
« Étude du sous-investissement dans le secteur agricole » (<i>Robert Darko Osei, Isaac Osei-Akoto, Dean Karlan, Christopher Udry</i>)	Ghana	Juin 2011
Éducation du consommateur		
« Éducation financière sur l'assurance climatique » (<i>Shawn Cole, Sarthak Gaurav</i>)	Inde	Avril 2010
« Incidence de l'intervention éducative sur les connaissances, l'attitude et la disposition à acheter de la micro-assurance santé chez les travailleurs à bas salaires du secteur informel dans les régions urbaines du Bangladesh » (<i>Jahangir Khan, Tracey Lynn, Perez Koehlmoos, Ziaul Islam, Rukhsana Gazi, Mohammad Khurshid Alam</i>)	Bangladesh	Mars 2011

Le but de nos **études thématiques** est de combler les lacunes en matière de connaissances dans le domaine de la micro-assurance et d'étudier les questions transversales. Les études prennent généralement la forme d'analyses succinctes, d'exercices visant à faire le point et d'évaluations d'études de cas. Une fois complétées, elles sont publiées en tant que partie intégrante de notre série de documents « Microinsurance Papers » sur la micro-assurance (voir page 46).

À la fin de 2009, quatre études thématiques avaient été complétées, comme suit :

- « *Literature review on microinsurance* » – Elle passe en revue la recherche en cours sur la micro-assurance dans le but d'identifier les lacunes dans les connaissances (publiée en 2008)
- « *Technology for microinsurance* » – Elle catalogue les technologies de l'information et de la communication (TIC) utilisées ou potentiellement utiles à la micro-assurance (publiée en 2008)
- « *Gender and microinsurance* » – Elle met en évidence les questions à considérer pour rendre la micro-assurance plus spécifique au genre (achevée en 2009, publication prévue en 2010)
- « *The landscape of microinsurance in Africa* » – Elle fournit un examen détaillé de la micro-assurance en Afrique (achevée en 2009, publication prévue en 2010 ; voir encadré 13)

Les études actuellement en cours et dont l'achèvement est attendu en 2010 ont trait aux thèmes suivants : les dispositifs de tiers payants pour la micro-assurance santé, les modèles de distribution alternatifs, un bilan des méthodes d'éducation du consommateur, le point sur les défis de l'assurance santé, les implications de l'économie comportementale pour la micro-assurance, une analyse de rentabilité de la micro-assurance et une analyse de la valeur du produit d'assurance pour le client.

Le but de nos **études d'impact** sur le long terme est de déterminer de quelle manière et dans quelle mesure les ménages à faibles revenus tirent un bénéfice de la micro-assurance. À la fin de 2009, nous avons commandité deux études d'impact. L'une fait intervenir le Swedish Cooperative Centre (SCC) et le Cooperative Insurance Company (CIC) du Kenya, qui est membre d'un consortium ayant soumis une demande pour une subvention à l'innovation lors de la Série 1 ; sa candidature avait été subséquemment retenue, et l'étude est actuellement menée par deux chercheurs de l'EUDN (voir encadré 12). L'autre étude est orientée vers l'impact d'une couverture santé multirisques en cours d'élaboration en Inde par le Swayam Shikshan Prayog (SSP).



© Paul Jardine

« La micro-assurance doit être considérée dans une perspective à long terme. Nous investissons pour l'avenir, et des résultats pourraient ne pas émerger dans le court terme... On investit, on prend patience, on commence modestement, puis on grandit et, cinq ans plus tard, les résultats positifs commencent à s'accumuler. »

Paul Jardine,
Directeur général
du Groupe Catlin

Encadré 13 PANORAMA DE LA MICRO-ASSURANCE EN AFRIQUE

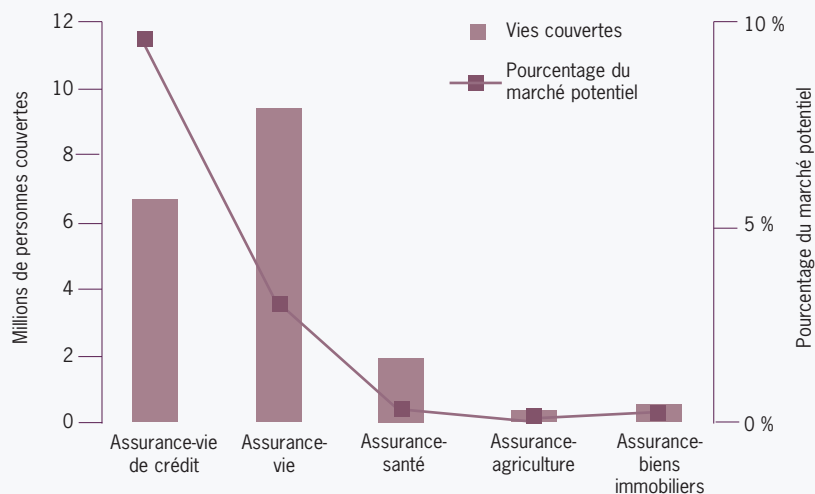
Donnant suite à une étude par le MicroInsurance Centre sur la micro-assurance dans les 100 pays les plus pauvres du monde, le Fonds a lancé une étude en mai 2009 visant à obtenir un tableau détaillé de la micro-assurance en Afrique. Elle a été effectuée en collaboration avec le MicroInsurance Centre, l'OAA, la FANAF et le programme STEP de l'OIT. Une enquête en ligne a été menée pour collecter des données auprès des sociétés d'assurance, des circuits de distribution des produits et des organisations de soutien. Des 252 organisations qui ont répondu, il a été demandé à celles couvrant plus de 5 000 vies (soit 58 organisations, offrant 87 produits de micro-assurance au total) de fournir des informations supplémentaires.

L'étude a montré que 14,2 millions de personnes à faibles revenus (vivant avec un salaire inférieur à deux dollars des États-Unis par jour) dans 33 pays d'Afrique sont couvertes par un produit de micro-assurance. Si l'on exclut l'Afrique du Sud, qui représente 8,2 millions d'assurés dans ce total, l'étude révèle une importante augmentation de 70 % du nombre des assurés depuis 2005. Cependant, l'enquête a aussi montré que :

- les couvertures d'assurance pour la santé, l'agriculture et les biens immobiliers sont beaucoup plus faibles (1,7 million, 80 000 et 400 000 personnes respectivement) que la couverture assurance-vie de crédit ou assurance-vie (8,1 millions et 4,6 millions respectivement)
- il existe un déséquilibre significatif sur le plan régional, l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est comportant 9,1 millions et 3,7 millions de personnes assurées respectivement, ce qui signifie que seulement 1,4 million de personnes sont couvertes par une assurance en Afrique centrale, en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest
- les assureurs réglementés gèrent un nombre beaucoup plus important de polices que d'autres types de sociétés d'assurance

Outre la génération de conclusions intéressantes, l'étude a joué un rôle promotionnel important pour le Fonds, en multipliant les contacts auprès des assureurs à travers l'Afrique et en faisant connaître nos activités.

Figure 7 COUVERTURE ET POTENTIEL DE LA MICRO-ASSURANCE EN AFRIQUE



DIFFUSION D'INFORMATIONS

Ayant réussi en 2008 à créer une identité pour le Fonds qui lui soit propre, à établir des procédures et des outils de communication pour sensibiliser le plus de personnes possible à son existence et à diffuser des informations sur ses objectifs et ses activités, nous avons concentré notre travail en 2009 sur trois aspects principaux :

- la consolidation de la stratégie de communication, y compris le renforcement des circuits de promotion et de diffusion des informations
- les interventions au-delà du secteur de la micro-assurance, dans l'industrie de l'assurance en général, afin d'encourager les compagnies d'assurance à considérer le potentiel de la micro-assurance
- le renforcement de nos capacités en tant qu'entité de partage des connaissances, en fondant nos initiatives sur l'encouragement aux professionnels de la micro-assurance d'échanger des informations et en fournissant l'accès aux informations et aux ressources générées par le Fonds et nos partenaires

Le nombre de visites de notre site web s'est considérablement accru, passant de 6 448 pendant les six mois qui ont suivi son lancement en août 2008 à un total de 45 303 à la fin de décembre 2009. Les visiteurs provenaient principalement de l'Inde, de l'Europe et des États-Unis, suivis du Kenya, du Mexique, du Pérou et de l'Afrique du Sud ; beaucoup d'entre eux viennent souvent visiter le site à nouveau et ils y passent plus de temps. Nous avons fait sortir trois numéros de notre lettre d'information, *Innovation Flash*, en version anglaise, française et espagnole, et nous examinons actuellement les façons de développer son lectorat (par ex., en y incluant des questions qui incitent les lecteurs à réagir et des articles par des acteurs clés de la micro-assurance).

Notre premier *Rapport annuel* et un dépliant sur notre programme de conseil et de renforcement des capacités ont été parmi les produits à caractère promotionnel que nous avons fait paraître en 2009. Les couvertures par la presse ont inclus des articles sur le Fonds dans des revues, des lettres d'information et des journaux de

The screenshot shows the website for the 'Fonds pour l'innovation en micro-assurance' (Fund for Innovation in Micro-insurance). The header includes the OIT logo and navigation links: 'A propos de l'OIT', 'Départements et bureaux', 'Régions', 'Thèmes', 'Activités'. A search bar is also present. The main content area is titled 'Fonds pour l'innovation en micro-assurance' and includes a 'Présentation du Fonds' section with a logo for 'microInsurance Innovation facility'. Below this, there is a paragraph about the fund's mission and a 'Subventions à l'innovation' section with a photo of people. A 'Bénéficiaires des subventions à l'innovation' section is also visible. The right sidebar contains 'NEWS en ligne', 'Partenaires', and 'Publication' sections.

Innovation Flash

Numéro 4, Septembre 2009

La lettre d'information du Fonds du BIT pour l'innovation en micro-assurance

CONTENU

- Subventions à l'innovation
- Assistance technique
- Recherche
- Nouveautés du Fonds
- Edits de vecteur
- Ressources
- Opportunités

SUBVENTIONS À L'INNOVATION

Comment postuler aux prochaines subventions

Le prochain appel à propositions sera annoncé en décembre 2009 avec une date limite de dépôt en mars 2010. Si vous avez des questions concernant l'éligibilité, les critères de sélection et le processus de candidature, n'hésitez pas à contacter innovation@ilo.org. Vous pouvez aussi consulter notre [site web](http://www.ilo.org/innovation) sur les subventions.

Échange d'expériences sur l'éducation des consommateurs

Le Fonds a organisé un workshop sur l'éducation et la protection des consommateurs en août 2009 au Bénin. L'objectif était de partager des informations et de renforcer les liens entre les bénéficiaires qui travaillent sur cette question. www.ilo.org/innovation

José Antonio Navarro

C'est avec une grande douceur que nous partageons avec vous l'annonce du décès de notre collègue et ami, José Navarro lors d'une mission au Pérou.

José était un collègue merveilleux, fortement impliqué dans l'avancée de la micro-assurance. Il croyait fermement que l'assurance devait être une option importante dans la gestion des risques des plus démunis. Son esprit brillant, ses convictions et son expertise technique ainsi que sa gentillesse vont cruellement nous manquer.

	Afrique	Amérique Latine et Caraïbes	Asie	Autre
Modèles institutionnels	Old Mutual Afrique du Sud	Financière Brind	FOU (Mongolie)	
Santé			PAWS Bénin CIB Bénin CIB Bénin	Standard Bank (Zimbabwe)
Agriculture			AGRO Bénin AGRO Bénin	
Vie - Accident		Sagami Soko (B. Salvador)	RACOL (Bangladesh) Raccol (Bangladesh)	
Éducation des consommateurs	Microlife (Cameroun) Opportunity (Cameroun)	CNCEG (Bénin) PACOG (Cameroun)		Swedish Dan (Norvège)

Point de mire - protéger les besoins des femmes

Identified la femme (IFW) en Jordanie et l'Institut Royal Bank ont développé "Caring", un produit d'assurance santé abordable qui devient résilient certains coûts supportés par les clients de IFW - principalement des femmes entrepreneurs - lors de l'accès aux soins de santé publique. Bien que tous les citoyens aient accès aux structures publiques de santé primaires en Jordanie, la recherche a montré que celles-ci répondent mal aux besoins. En outre, les femmes ont des difficultés à accéder aux services de santé, faute de médicaments et d'un manque de professionnalisme parmi les équipes médicales. Le produit de micro-assurance fournit une option pour payer les coûts liés à l'accès aux structures primaires pour les femmes et les maladies critiques. Les femmes tendent à être le soutien financier en cas d'hospitalisation et ont le droit de travailler si un enfant, parent, époux est malade. Le produit couvre tous les membres de la famille.

ASSISTANCE TECHNIQUE (AT)

Premier voyage d'étude en Inde

En 2009, Britak, une compagnie d'assurance kényane, en partenariat avec la Kenya Tea Development Agency (KTDA), a développé un nouveau produit à l'attention des agriculteurs. Différents problèmes tels que la mauvaise gestion des équipes de vente et des processus opérationnels limitent la portée du produit. Le Fonds a soutenu un voyage d'études pour une partie de l'équipe de Britak pour visiter ICG Funderal, un assureur indien qui a développé un produit en direction des travailleurs des plantations de thé. Britak se concentre maintenant sur le recrutement d'une équipe locale pour superviser la qualité du service et développer un programme d'éducation des consommateurs pour donner au front office et leurs clients des connaissances de qualité sur l'intérêt de l'assurance.

Soutenir les coopératives africaines

Afin d'aider les coopératives à améliorer l'accès de leurs membres à des produits d'assurance adaptés et abordables, l'ICMF, le Fonds et la COOPRACA du BT ont organisé un atelier à Nairobi au Kenya en juillet. Le but était de dresser un panorama du secteur et donner des exemples de produits, de modèles institutionnels et de programmes d'éducation à une sélection de coopératives, assureurs et autres organisations en partenariat avec les coopératives. En outre, à travers une discussion personnelle, les participants ont identifié leurs besoins en assistance technique et les étapes pour répondre à ces besoins.

Subventions d'AT sur demande

Une subvention d'AT peut servir à combler les lacunes des micro-assureurs en termes de capacités. Elle leur permet de recourir à l'expertise qu'ils estiment nécessaire au lancement ou à la consolidation d'un régime. Différents assureurs et IFW ont déjà bénéficié de ce type de soutien. Voyez [nos profils](http://www.ilo.org/innovation) et contactez-nous à innovation@ilo.org.

RECHERCHE

Quels modèles économiques ?

Est-ce que les assureurs peuvent opérer de manière profitable au bas de la pyramide humaine? Cette question est importante car, au sein de nombreux marchés, l'expansion à large échelle de l'assurance pour les populations démunies suppose l'engagement d'expertise technique et le capital de l'industrie de l'assurance. Le Fonds a conduit une étude pour analyser les modèles économiques des entreprises qui fournissent de la micro-assurance afin de mieux comprendre quels produits, et dans quels contextes, peuvent générer des profits.

Baromètre de la micro-assurance en Afrique

Les résultats préliminaires de cette étude indiquent que plus de 10 millions de personnes à faibles revenus bénéficient d'une assurance. La couverture va souvent associée au crédit représente une proportion importante de ce chiffre. La couverture santé est aussi importante tandis que celle sur l'agriculture et les biens meubles marginales. L'étude sera présentée lors de la conférence annuelle sur la micro-assurance à Dakar (3-5 novembre) et sera disponible à travers notre section [Innovation](http://www.ilo.org/innovation).

■ Vie - crédit
■ Vie et maladie
■ Santé
■ Agriculture
■ Biens

Postulez pour les bourses de recherche

Le Fonds offre, par le biais d'un processus de sélection, des **bourses de recherche** pour les universitaires, principalement originaires de pays en développement, afin d'analyser différents aspects liés à la micro-assurance. Les candidatures doivent être envoyées pour le 30 octobre 2009 à innovation@ilo.org. Voyez [nos profils](http://www.ilo.org/innovation) qui ont été sélectionnés en février.

PUBLICATIONS

Protecting the Poor: A Microinsurance Compendium

Publié par la Munich Re Foundation et le BIT, est disponible en français et en portugais. Cliquez [ici](http://www.ilo.org/innovation) pour la version française et [ici](http://www.ilo.org/innovation) pour la version portugaise.

India Insurance and climate risk: Prospects for development and disaster management

Cette publication de l'International Research Institute for Climate and Society est une référence des pratiques de l'assurance indienne pour le grand public. Elle se centre sur le potentiel de ce type d'assurance comme outil de développement, d'adaptation climatique et de réduction de la pauvreté. Pour télécharger le volume (en anglais), reportez-vous au site www.ilo.org/innovation.

plusieurs régions (voir encadré 7). Nous avons aussi saisi toutes les occasions possibles pour attirer l'attention sur nos activités lors de rencontres à travers le monde ; ainsi, dans le cadre de nos efforts de promotion du Fonds auprès de l'industrie de l'assurance en général, nous avons été présents à l'Assemblée générale de la Fédération des sociétés d'assurances de droit national africaines (FANAF) en Côte d'Ivoire, à la réunion de l'Association actuarielle internationale (AAI) en Estonie et à la conférence organisée par la Lloyd's de Londres.

En août 2009, nous avons commencé à utiliser le site de média social LinkedIn afin d'offrir un espace aux membres de la communauté de la micro-assurance pour qu'ils tissent des relations les uns avec les autres et qu'ils partagent leurs informations sur les initiatives, les outils et les méthodes de travail. À la fin de 2009, notre groupe de micro-assurance dans LinkedIn comportait environ 100 membres actifs et nous étions interconnectés avec plus de 30 groupes apparentés au monde de l'assurance représentant un total de 60 000 membres. Notre expérience de LinkedIn va très probablement se révéler fort utile lorsque nous commencerons à lancer nos communautés de pratique.

Notre série de « Microinsurance Papers », des documents de travail comportant des études disponibles sur support-papier imprimé et accessibles en ligne, prend de l'ampleur. Nous y avons ajouté une nouvelle série de « Briefing Notes », des courts documents sur des sujets de recherche auxquels le Fonds s'intéresse et qui comprennent des récapitulatifs des études plus élaborées paraissant dans « Microinsurance Papers » (voir pages 46-47). Nous avons aussi enregistré plus de 30 vidéos portant sur des interviews de bénéficiaires et d'autres praticiens de la micro-assurance (voir pages 47-49). Nous sommes en train d'établir un glossaire de termes de micro-assurance en anglais, en français et en espagnol afin de faciliter la communication par le biais des principales langues dont se servent nos partenaires.

Encadré 14 LA 5^{ÈME} CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA MICRO-ASSURANCE DE DAKAR, AU SÉNÉGAL

La 5^{ème} Conférence internationale sur la micro-assurance a eu lieu à Dakar, au Sénégal, du 3 au 5 novembre 2009. Organisée par la Fondation Munich Re et le Microinsurance network, la rencontre comportait cinq réunions-débat en sessions plénières sur des questions clés ainsi que des sessions en parallèle par groupes de travail. Plus de 300 experts venus du monde entier – comprenant des universitaires, des décideurs et des représentants d'organisations internationales pour le développement, d'ONG et de compagnies d'assurance et de réassurance – y ont participé.

La micro-assurance en Afrique et la micro-assurance santé étaient deux des principaux thèmes de la conférence. Dans son discours d'ouverture, Charles Dan, le Directeur régional de l'OIT pour l'Afrique, a mis l'accent sur la nécessité pour les pouvoirs publics des pays en développement de créer des cadres réglementaires pour la micro-assurance et de formuler des politiques claires d'inclusion financière en faveur des travailleurs pauvres.



© Fonds

Michal Matul, Responsable de la recherche du Fonds (à gauche) et Yoseph Aseffa, Conseiller en chef des projets pour l'Afrique (deuxième à partir de la gauche), au cours de la présentation du rapport sur la micro-assurance en Afrique (voir encadré 13) à la conférence

Cette conférence annuelle constitue une excellente occasion de communiquer avec nos partenaires et de mettre en avant nos activités et nos ressources.

Le jour précédant la conférence, le 2 novembre 2009, nous avons organisé un forum de l'innovation en micro-assurance pour nos bénéficiaires, nos boursiers/ières et nos prestataires d'assistance technique. Le forum comprenait une session « Affiches », dont le but était de permettre aux participants de partager leurs expériences et d'étoffer leur capacité à tirer des enseignements de leur travail avec le Fonds qui seraient utiles tant pour eux-mêmes que pour nous. Nous avons saisi cette occasion pour déterminer leur intérêt à participer à des communautés de pratique et, après la session de travail principale, ils ont été répartis en petits groupes pour des discussions sur les ventes et la distribution des produits, la fidélisation de la clientèle et l'utilisation de la

technologie dans le domaine de la micro-assurance. La journée s'est terminée avec le recueil des réactions des participants sur les services du Fonds et sur la façon de les améliorer. Ce forum a été très réussi, et les participants nous ont demandé de considérer la possibilité de les organiser plus fréquemment.

Parmi les autres activités menées par le Fonds à la conférence, on peut mentionner :

- une contribution aux sessions des groupes de travail (des représentants du Fonds siègent dans la plupart des groupes de travail du Microinsurance Network)
- la tenue d'un stand sur lequel nous avons exposé les publications du Fonds et d'autres ressources documentaires, et fourni de l'information sur le compte de nos activités aux nombreuses personnes qui l'ont visité
- l'enregistrement sur vidéo des principales présentations de la conférence, et la réalisation d'interviews d'acteurs clés de la micro-assurance et de nos partenaires (ces fichiers vidéo et audio sont ajoutées aux ressources documentaires que nous offrons aux membres de la communauté de la micro-assurance ; voir pages 47-49)
- la tenue d'une réunion du Comité directeur du Fonds, dont les sujets de discussion ont porté sur l'état d'avancement des projets en cours, l'appel à demandes de subventions à venir, la micro-assurance santé, les études thématiques en cours de réalisation et le nouveau programme CCB (voir page 50).



Béatrice Guillemain, Assistante de projet du Fonds, tenant le stand lors de la conférence

© Fonds

DÉVELOPPEMENT DE STRATÉGIES RÉGIONALES

La micro-assurance se développe à des rythmes différents et de différentes façons dans le monde. Pour en tenir compte, nous concevons des approches qui apportent un équilibre à nos activités et répondent aux besoins de chaque région ; de plus, nous identifions des partenaires stratégiques pour nous aider à mener ces activités de façon efficace, là où cela s'avère nécessaire.

AFRIQUE

Au cours d'une étude de la micro-assurance en Afrique, nous avons identifié 176 organisations offrant des assurances à plus de 14,7 millions de personnes à faibles revenus ; dans ce panorama, l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est dominent largement (voir encadré 13). Les assurances commerciales sont moins présentes en Afrique de l'Ouest francophone, où l'on trouve une forte majorité de régimes communautaires de micro-assurance. En général, les services d'assurance santé, d'assurance agricole et d'assurance biens immobiliers sont limités, ce qui pousse à penser que le potentiel d'expansion de la micro-assurance en Afrique est énorme et que les besoins en renforcement des capacités sont importants. La présence d'organismes régionaux tels que l'OAA et la FANAF nous offre une excellente occasion de promouvoir nos activités à travers le continent.



© Fonds

Pour aider le Fonds à mieux comprendre les caractéristiques de l'assurance en Afrique, nous avons nommé Yoseph Aseffa, basé au bureau régional de l'OIT à Addis Abéba, comme Conseiller en chef des projets pour l'Afrique. Avant de se joindre à l'OIT, il a occupé les fonctions de Directeur général de l'OAA pendant 24 ans, et il a donc des relations avec les autorités de tutelle, les centres de formation et les professionnels de l'assurance à travers toute l'Afrique.

ASIE

L'essor de la micro-assurance en Inde est dû à une convergence de facteurs unique. La privatisation de l'industrie de l'assurance a abouti à l'émergence de quelques compagnies de grande qualité. L'obligation que des assureurs privés détiennent une partie de leurs portefeuilles dans le secteur « rural et social » y a aussi contribué, ainsi d'ailleurs qu'un gouvernement bien disposé, l'importante dimension du marché potentiel de la micro-assurance et des organisations communautaires actives qui ont pleinement adhéré au concept de la micro-assurance. À ce jour, environ 30 % des demandes de subventions à l'innovation soumises au Fonds ont émané de l'Inde, et cet état de fait explique la relation stratégique que nous avons établie en 2009 avec le CIRM (voir encadré 6).

Ailleurs en Asie, il existe des poches d'innovation (par ex., aux Philippines), mais le rôle que nous y jouons en général est d'ordre promotionnel : nous apportons un soutien au renforcement des capacités et à l'organisation d'échanges afin de permettre aux assureurs locaux de reprendre des idées venant d'initiatives qui ont réussi ailleurs. Nous souhaitons que le travail de nos bénéficiaires actuels au Bangladesh, en Chine, en Mongolie et au Sri Lanka favorise plus d'innovations dans ces pays. Contrairement à l'Afrique et à l'Amérique latine, il n'existe pas d'associations d'assurance régionales en Asie pouvant servir de voie de transmission de nos activités, quoique le *Asian Insurance Review* ait été utile du point de vue des communications.

AMÉRIQUE LATINE

En Amérique latine, l'industrie de l'assurance est bien développée et s'est impliquée dans la micro-assurance depuis longtemps, surtout dans les pays à revenus élevés. Les produits de micro-assurance ont tendance à se concentrer autour des assurances vie et des assurances accidents corporels, et énormément d'expériences en matière de circuits de distribution ont été menées. Nous avons reçu d'Amérique latine un nombre de demandes de subventions inférieur à ceux reçus d'Asie et d'Afrique, et nos responsables des subventions ont passé plus de temps dans la région en 2009 pour tenter de remédier à cette situation. Une autre caractéristique intéressante de la région réside dans la disponibilité limitée d'expertise technique en matière de micro-assurance. Nous espérons identifier des partenaires stratégiques qui nous permettront d'avoir une véritable présence en Amérique latine et nous aideront à créer plus d'expertise en micro-assurance. Nous collaborons actuellement avec FIDES, l'association régionale des compagnies d'assurance, et avec la Banque interaméricaine de développement (BID), qui nous aident à coordonner nos efforts d'octroi de subventions et de recherche.

MOYEN-ORIENT / AFRIQUE DU NORD

Il y a peu d'activités de micro-assurance dans cette région, mais cette situation pourrait changer bientôt. En 2009, pour la deuxième année de suite, les autorités égyptiennes de l'assurance ont organisé une conférence régionale sur la micro-assurance et il semble que ces initiatives sont en train d'engendrer des résultats. Le Fonds a maintenant un premier bénéficiaire de ses subventions dans la région, en Jordanie (voir page 20) et nous sommes en train de fournir un appui technique à un assureur au Liban.

COLLABORATION AVEC LE MICROINSURANCE NETWORK

Pour exécuter ses activités, le Fonds travaille en étroite collaboration avec plusieurs partenaires. Parmi ceux-là se trouve le Microinsurance Network, une association dont sont membres des bailleurs de fonds, des prestataires d'assistance technique, des réseaux, des chercheurs, des praticiens ainsi que d'autres parties concernées par la promotion de produits de micro-assurance destinés aux ménages à faibles revenus.

Hébergées et animées par Appui au Développement Autonome (ADA), une ONG du Luxembourg spécialisée en microfinance, les principales activités du réseau comprennent la promotion de la micro-assurance et la stimulation des discussions autour des questions de micro-assurance qui font surface, principalement à travers ses groupes de travail. Ces groupes sont au nombre de neuf actuellement, et ils sont axés sur l'assurance agricole ; l'assurance santé ; la protection sociale ; le renforcement des capacités ; l'impact ; les indicateurs de performance ; la réglementation, le contrôle et les politiques ; la technologie ; la distribution des produits et l'éducation à l'assurance.

Le Network a été l'un des premiers acteurs mondiaux dans le domaine de la micro-assurance. Mis sur pied en 2002 en tant que groupe de travail sur la micro-assurance du Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP), il a commencé en 2003 à documenter les expériences menées dans le monde dans le secteur de la micro-assurance. En collaboration avec la Fondation Munich Re, il a organisé en 2005 une conférence internationale pour examiner ces expériences qui a attiré quelque 100 experts des agences concernées par le développement et de l'industrie de l'assurance. Renommé 'Microinsurance Network' en 2008, il continue à organiser ce qui est devenu la conférence internationale annuelle sur la micro-assurance (voir encadré 14).

Le Microinsurance Network est coordonné par un Comité exécutif et un Secrétariat. Depuis 2002, le comité a été présidé par Craig Churchill, le chef de l'équipe du Fonds, ce qui établit un lien très fort entre le Fonds et le Réseau et soutient la coopération entre les deux structures dans un certain nombre de domaines, y compris :

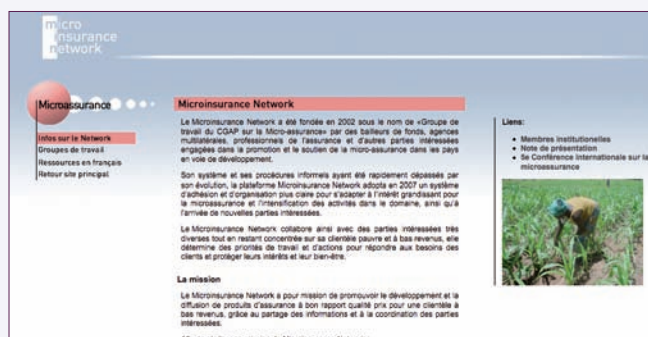
- la promotion des activités de l'un par l'autre (par ex., le site du Network annonce nos subventions à l'innovation, tandis que nous aidons à promouvoir la conférence annuelle sur la micro-assurance)
- la diffusion de nouvelles à propos d'initiatives précises (par ex., le Network a fait état des progrès de notre enquête sur l'état des lieux de la micro-assurance en Afrique [voir encadré 13], alors que nous avons rapporté le lancement du site du Network dans notre lettre d'information de mai 2009)
- la participation de l'un dans les efforts de l'autre à étudier les questions de micro-assurance (par ex., notre équipe est représentée sur la plupart des groupes de travail du Network, et notre site web ainsi que notre lettre d'information font état des conclusions émanant de ces groupes de travail)
- le partage d'information et de contacts, et la mise en lien des deux sites Web



© Véronique Faber

« Le Microinsurance Network et le Fonds pour l'innovation en micro-assurance travaillent ensemble à promouvoir l'assurance en tant qu'outil de gestion du risque pour les ménages à faibles revenus. Les programmes de subvention du Fonds, uniques en leur genre, donnent un immense élan au développement de services d'assurance améliorés et mieux adaptés à ceux qui en ont le plus besoin. »

Véronique Faber,
Coordinatrice du
Secrétariat du
Microinsurance
Network



Le site web du Microinsurance Network (www.microinsurancenet.org) fournit de l'information à jour concernant les derniers événements et les tendances récentes dans le secteur. Il donne aussi des détails sur les activités du Network, ses publications (par ex., la lettre d'information et la série d'articles « Microinsurance in Focus »), ses membres et les groupes de travail.

PUBLICATIONS ET AUTRES RESSOURCES

PUBLICATIONS DU FONDS

Études thématiques

Dercon, S. et Kirchberger, M. (2008). « *Literature Review on Microinsurance* ». Microinsurance Paper No. 1 (EUDN/OIT)

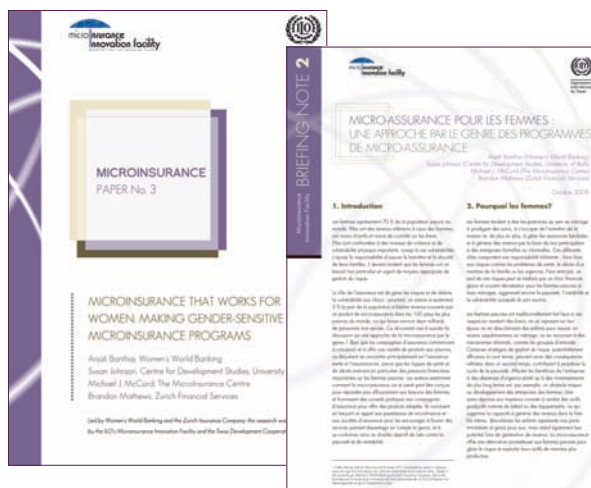
Cette étude offre un aperçu de l'état actuel de la recherche sur la micro-assurance. Son but principal est d'identifier les lacunes existant dans les connaissances et nécessitant une recherche supplémentaire. Elle est axée sur trois questions fondamentales : le besoin d'une évaluation méticuleuse de l'impact de la micro-assurance sur les pauvres ; le besoin d'améliorer notre compréhension de la demande pour des produits de micro-assurance ; et le besoin de recherches plus poussées sur l'offre de produits.

Gerelle, E. et Berende, M. (2008). « *The Use of Technology in Microinsurance: Scoping Study* ». Microinsurance Paper No. 2 (OIT)

Cette étude est centrée sur les technologies de l'information qui sont ou pourraient être applicables dans la fourniture de services d'assurance aux ménages à faibles revenus. Les différentes technologies sont classées selon leur applicabilité à des fonctions commerciales (par ex., l'identification des clients) ou à des fonctions administratives de back office (par ex., l'analyse du risque et la conception des produits). Des études de cas illustrent la façon dont des technologies particulières ont été appliquées aux différentes sphères des activités.

Banthia, A., Johnson, S., McCord, M. et Mathews, B. (2009). « *Microinsurance that Works for Women: Making Gender-sensitive Microinsurance Programmes* ». Microinsurance Paper No. 3 (OIT)

Lorsqu'on conçoit des produits d'assurance, il est indispensable de prendre en considération les différences de préférences et de priorités dans les différents segments du marché, et tout particulièrement les préférences généralement différentes des hommes et des femmes. Fondée sur des recherches en profondeur menées par Women's World Banking (WWB), cette étude met en avant les questions cruciales qui doivent être examinées pour rendre la micro-assurance plus utile aux femmes et aux hommes.



Briefing Notes

Matul, M., McCord, M.J., Phily, C. et Harms, J. (2009). « *Etat des lieux de la micro-assurance en Afrique* ». Briefing Note No. 1 (OIT)

Cette étude met à jour les travaux effectués précédemment par Roth *et al.* (« *The Landscape of Microinsurance in the World's 100 Poorest Countries* » publié par le MicroInsurance Centre en 2007) dans le but de présenter un tableau détaillé de la micro-assurance en Afrique. Il met en évidence un déséquilibre régional significatif dans les couvertures d'assurance et il fait ressortir que, malgré un accroissement considérable de ces couvertures, elles ne représentent toujours qu'environ 2,6 % seulement de la population totale de l'Afrique (voir encadré 13).

Banthia, A., Johnson, D.S., McCord, M.J. et Mathews, B. (2009). « *Micro-assurance pour les femmes : Une approche par le genre des programmes de micro-assurance* ». Briefing Note No. 2 (ILO)

Ce document est un condensé de l'étude qui paraît dans le « Microinsurance Paper No. 3 » mentionné ci-dessus.

Autres publications du Fonds

Fonds pour l'innovation en micro-assurance (2009). « *Rapport annuel 2008* ». (OIT)

Le Fonds a publié son premier *Rapport annuel* en mars 2009. Le rapport fait état des activités de renforcement des capacités et d'échanges de connaissances du Fonds en 2008 et il donne des informations détaillées sur les organisations qui ont reçu des subventions au cours de l'année ainsi que sur l'équipe du Fonds et son Comité directeur.

Fonds pour l'innovation en micro-assurance (2009). « *Innovation Flash* » (OIT)

Innovation Flash est la lettre d'information en ligne du Fonds lancée en 2008. Elle donne un aperçu des activités en cours dans le cadre des programmes du Fonds, ainsi que des annonces et des informations sur les événements, les ressources et les opportunités d'emploi dans le domaine de la micro-assurance.

Fonds pour l'innovation en micro-assurance (2009). « *Programme de conseil et de renforcement des capacités (CCB)* ». (OIT)

Suite aux changements apportés à la structure et à l'orientation de ce programme, le Fonds a publié une brochure en septembre 2009 qui expose dans les grandes lignes les nouvelles composantes du programme et comporte des exemples de ses activités.

RESSOURCES VIDÉOS DU FONDS

Pour obtenir des informations détaillées sur ces fichiers, consulter le site web du Fonds

Présentations sur la micro-assurance

(Enregistrées au cours des conférences internationales sur la micro-assurance en 2008 et 2009)

2008

Assistance éducative à l'assurance indiciaire : leçons tirées d'un programme pilote au Pérou (Steve Boucher, Université de Californie)

L'éducation à l'assurance (Monique Cohen, MFO, et Alejandra Diaz, FASECOLDA/FUNDASEG)

Introduction à la micro-assurance, perspective historique (Gabrielle Tomchinsky, consultante indépendante)

La micro-assurance, un outil de développement social et économique (*Olivier Barrau, AIC*)

Produits et canaux de distribution de la micro-assurance (*Craig Churchill, OIT*)

La réduction des risques par l'innovation dans les circuits et les produits (*Pranav Prashad, ICICI Lombard*)

Rôle et attentes des principaux acteurs (*Michael McCord, MicroInsurance Center*)

2009

À faire et à ne pas faire : recommandations aux institutions de microfinance en matière de micro-assurance (*Craig Churchill, OIT*)

Expériences des assureurs dans les marchés de la micro-assurance en Afrique australe et orientale (*Janice Angove, Quindiem Consulting*)

Étendre la couverture d'assurance pour les soins de santé aux pauvres à travers des liens public/privé : leçons retenues par la CARD Bank aux Philippines (*Marcia Metcalfe, FFH*)

Améliorer les services à la clientèle : les expériences du WWB (*Anna Gincheran, WWB*)

Introduction à la micro-assurance (*Marc Nabeth, CGSI Consulting*)

Commercialisation des produits de micro-assurance : défis et solutions (*Charles Mutua Wambua, SCC*)

Placer la protection du client au cœur de la micro-assurance (*Alexia Latortue, CGAP*)

Recommandations pour faire progresser le financement de la santé (*Cheryl Scott, Fondation Bill et Melinda Gates*)

Interviews de professionnels de la micro-assurance

ACCROÎTRE LA PORTÉE DE LA MICRO-ASSURANCE

Atteindre les clients des régions rurales à travers une alliance stratégique (*Auri Carrasco Elespuru, La Positiva*)

Défis et opportunités pour la micro-assurance au Mexique (*Isabel Cruz, AMUCSS*)

Fournir de l'assurance à travers des champions communautaires (*Noel Guzman, Pioneer Life*)

Donner une place prépondérante aux circuits de distribution (*Lourdes Del Carpio, La Positiva*)

Étendre la micro-assurance au plus grand nombre (*Michael McCord, MicroInsurance Centre*)

Innovations dans le domaine de la micro-assurance en Inde (*Rupalee Ruchismita, CIRM*)

S'associer à des institutions de microfinance (IMF) (*Luis Huerta Rosas, Seguros Argos*)

Comprendre les préférences du marché en Afrique du Sud (*Colette Patience, Old Mutual*)

METTRE EN PLACE DES MODÈLES ÉCONOMIQUES

Négocier en faveur d'une meilleure efficacité (*Alex Bernhardt, Guy Carpenter*)

Diversifier nos activités pour servir les pauvres (*Bipin Bhagwan, Hollard Insurance*)

Premiers enseignements pour faire de la micro-assurance une activité durable (*Thabo Gumbi, Hollard Insurance*)

Accroître la protection sociale à travers le partenariat public-privé (*Charles Mutua, SCC*)

Motiver le secteur de l'assurance afin qu'il s'investisse (*Brandon Mathews, Zurich*)

La micro-assurance, un pari ingénieux pour se constituer une clientèle future (*Antonio Cassio dos Santos, MAPFRE*)

Modèle d'entreprise rentable dans l'Inde rurale (*Sameer Kwatra, ICICI Prudential*)

RENFORCER L'EFFICACITÉ DE L'ADMINISTRATION DES PROJETS

Fournir des services administratifs d'appui au secteur de l'assurance (*Richard Leftley, MicroEnsure*)

Réduire la fraude par l'utilisation de la technologie (*K. Gopinath, Iffco-Tokio*)

Technologie, portée de la distribution et efficacité (*Soumaila Sorgho, UAB*)

PROMOUVOIR LA MICRO-ASSURANCE SANTÉ

Bref aperçu de la micro-assurance santé (*Denis Garand, Denis Garand et Associates*)

Améliorer le coût/efficacité de la micro-assurance santé (*Gerry Noble, Microcare*)

RENFORCER LES POLITIQUES ET LA RÉGLEMENTATION DE LA MICRO-ASSURANCE

Promouvoir la micro-assurance, un premier pas vers la démocratisation de l'assurance (*Papa Ndiaga Boye, FANAF*)

Améliorer la réglementation de la micro-assurance (*Arup Chatterjee, IAIS*)

La micro-assurance, une solution gagnant-gagnant pour l'Afrique (*Prisca Soares, OAA*)

La micro-assurance, un outil de gestion des risques pour les plus démunis (*Priya Jaisinghani, Fondation Bill et Melinda Gates*)

RENFORCER LES CAPACITÉS

Comblar les différences culturelles (*Marc Nabeth, CSGI Consulting*)

Le conseil en micro-assurance : une activité stimulante et durable (*Roland Steinman, consultant indépendant ; ancien participant à des missions conjointes du Fonds*)

La meilleure récompense : se sentir utile (*Paloma Perez, Fellow*)

La micro-assurance: une alternative prometteuse pour les jeunes professionnels du secteur des assurances (*Dofèrègou Soro, Fellow*)

Satisfaire tant aux besoins des assureurs qu'à ceux des clients (*Clémence Tatin-Jaleran, CIRM*)

DÉVELOPPER DES APPROCHES À L'ÉDUCATION DES CONSOMMATEURS

Améliorer l'éducation en assurance à travers une campagne multimédia (*Alejandra Diaz, FUNDASEG*)

Promouvoir les atouts de l'éducation en assurance (*Iddo Dror, Groupe de travail de Microinsurance Network sur l'éducation du consommateur*)

PODCASTS DU FONDS

Contextualisation du secteur de l'assurance (*Monica Brand, ACCION International, interviewe Craig Churchill, OIT*)

En cours d'exploration en Chine : l'assurance agricole climatique à couverture indiciaire (*Présentation par GE Heyou, Guoyuan Agricultural Insurance Co.*)

La micro-assurance, outil vital dans la promotion de l'indépendance économique des femmes (*Brandon Mathews, Zurich Financial Services, interviewe Mary Ellen Iskenderian, WWB*)

L'assurance climatique à couverture indiciaire sur le terrain : l'expérience des assureurs (*Présentation par Pranav Prashad, OIT*)

LE COMITÉ DIRECTEUR DU FONDS

Le Comité directeur a pour mission de conseiller l'OIT sur le fonctionnement du Fonds. Ses principales responsabilités consistent à fournir des conseils sur l'utilisation des fonds, à promouvoir les activités du Fonds et à recommander des candidats à des subventions à l'OIT.

Le Comité est composé d'experts techniques extérieurs à l'OIT dans leur majorité, et ils participent à ses travaux à titre personnel. Les membres actuels comprennent deux actuaires, une personne possédant de l'expérience dans le fonctionnement de l'assurance santé, un expert en ré-assurance, une personne possédant une formation en mutuelles/coopératives et un expert en protection sociale. Le mandat des membres est d'une durée de 12 mois, et il est reconductible.

À sa réunion du 1^{er} novembre 2009 à Dakar, au Sénégal, le Comité a passé en revue une série de questions, y compris :

- les thèmes de la Série 4 des subventions à l'innovation, y compris la stratégie relative à la micro-assurance santé
- les projets des bénéficiaires et les indicateurs de performance
- le programme de recherche et les enseignements qui émergent des activités de recherche-action
- les changements apportés au programme de conseil et de renforcement des capacités
- les questions d'ordre stratégique, telles que le recrutement de personnel, les stratégies régionales et les lignes directrices dans la prise de décisions

En 2009, les membres du Comité étaient les suivants :

Craig Churchill
Programme Finances sociales, OIT

Gabriele Ramm
Consultante de la GTZ

Denis Garand
Actuaire et consultant indépendant

Rupalee Ruchismita (nommée en 2009)
CIRM

Richard Leftley
MicroEnsure

Evelyn Stark (en remplacement de Priya Jaisinghani) *Bill & Melinda Gates Foundation*

Brandon Mathews
Zurich Financial Services

John Woodall
Département de la sécurité sociale, OIT

Amolo Ng'weno
Fondation Bill et Melinda Gates



© Fonds

Le nouveau membre du Comité directeur, Rupalee Ruchismita, Administratrice du Centre for Insurance and Risk Management (CIRM) en Inde, lors d'une réunion du Comité en avril 2009 à Genève

L'ÉQUIPE DU FONDS

En 2009, les membres de l'équipe du Fonds étaient les suivants :

Craig Churchill
Chef de l'équipe

Sarah Bel
Attachée d'information et de communication

Beatrice Guillemain
Assistante de projet

Heather Harris
Responsable affaires légales et administratives

Jeanna Holtz
Responsable principale des subventions

Michal Matul
Responsable de la recherche

José Navarro
Responsable des subventions

Caroline Phily
Responsable des subventions

Pranav Prashad
Responsable des subventions

Miguel Solana
Responsable technique

Mary Yang
Responsable assistance technique



© Fonds

L'équipe du Fonds : (au dernier rang, de gauche à droite) Craig Churchill, Miguel Solana, Mary Yang, Caroline Phily, Pranav Prashad, Béatrice Guillemain, Michal Matul ; (au premier rang, de gauche à droite) Heather Harris, Jeanna Holtz, Sarah Bel, Yoseph Aseffa

RESPONSABILITÉS FONCTIONNELLES, RÉGIONALES ET THÉMATIQUES DES MEMBRES DE L'ÉQUIPE DU FONDS

FONCTIONNELLES

Administration

H. Harris*, B. Guillemain

Communication

S. Bel*, B. Guillemain

Subventions

J. Holtz*, S. Bel, M. Matul,
C. Phily, P. Prashad, M. Solana,
M. Yang

Recherche

M. Matul* and grant managers

Assistance technique

M. Yang*, J. Holtz, C. Phily,
M. Solana

RÉGIONALES

Afrique

C. Phily*, Y. Aseffa, M. Matul

Sous-continent indien

P. Prashad*, J. Holtz, M. Matul

Amérique Latine

M. Solana*, S. Bel

Moyen Orient / Afrique du Nord

J. Holtz*, M. Solana

Autres régions de l'Asie

M. Yang*, J. Holtz, P. Prashad

THÉMATIQUES

Agriculture

P. Prashad*, J. Holtz

Éducation du consommateur

S. Bel*, M. Matul

Santé

J. Holtz*, C. Phily

Indicateurs de performance

C. Phily*

Technologie et développement de marchés

P. Prashad*

* Chef d'équipe

Quatre stagiaires ont soutenu le travail du Fonds en 2009 :

Ahmed Camara (de janvier à juillet, de Guinée)

Il a créé une base de données de contacts pour le Fonds et il a participé à l'étude sur l'état des lieux de la micro-assurance en Afrique

Job Harms (d'avril à septembre, des Pays-Bas)

Il a participé à l'étude sur l'état des lieux de la micro-assurance en Afrique

Carys Hughes (de juillet à décembre, du Royaume-Uni)

Elle a contribué aux activités de communication et elle a préparé une stratégie pour améliorer la portée du programme de conseil et de renforcement des capacités

Francesca Randazzo (de juin à septembre, de l'Italie)

Elle a participé à l'étude sur l'état des lieux de la micro-assurance en Afrique

Le Fonds a aussi nommé Yoseph Aseffa comme Conseiller en chef des projets pour l'Afrique (voir page 44).



© Fonds

JOSÉ ANTONIO NAVARRO

C'est avec une grande tristesse que nous rapportons la disparition de José Navarro, membre de l'équipe du Fonds. José s'était joint à l'équipe en octobre 2008, et il est décédé au cours d'une mission en septembre 2009. Il effectuait alors un travail pour Confianza, une institution de micro-finance au Pérou, pour l'aider à élaborer des procédures de micro-assurance.

José était un collègue formidable, totalement engagé à l'amélioration et à l'expansion de la micro-assurance et fermement convaincu que l'assurance devrait devenir une option importante pour les pauvres dans leur gestion du risque. Sa conception claire et ses convictions, son expertise technique et sa bonté vont beaucoup nous manquer. José laisse derrière lui une épouse, Virginia, et une fille, Antonella.

Parmi celles et ceux qui ont collaboré avec José en Amérique latine se trouve Alejandra Diaz, de FUNDASEG en Colombie. Elle écrit : « Son départ est une grande perte pour tous ceux qui l'ont connu ; canaliser les efforts pour promouvoir la micro-assurance deviendra une façon d'honorer sa mémoire ». Guillermo Aponte, du Centro Afin en Bolivie, déclare de son côté que « le Fonds pour l'innovation en micro-assurance a perdu un grand professionnel, et nous un grand ami ».

QUESTIONS FRÉQUENTES À PROPOS DU FONDS

Quels sont les buts du Fonds pour l'innovation en micro-assurance ?

Le but premier du Fonds est d'étudier la façon dont les ménages à faibles revenus peuvent tirer le meilleur avantage de l'assurance et la mesure dans laquelle elle peut être développée avec succès par un ensemble de porteurs de risques, y compris les compagnies d'assurance et les organisations de la société civile. Nous cherchons à atteindre cet objectif en favorisant l'innovation, puis en jouant un rôle actif dans la collecte, l'analyse et la diffusion des résultats des expériences qui ont été menées. À travers sa collaboration avec des fournisseurs de produits de micro-assurance, le Fonds espère apporter indirectement un bénéfice à des millions de personnes à faibles revenus à travers le monde en développement.

Pourquoi les services du Fonds sont-ils situés au siège du Bureau international du Travail ?

L'intérêt que porte l'OIT à la micro-assurance tient à ses deux points de vue à son propos. D'abord, la micro-assurance est à son sens un moyen à travers lequel une protection sociale peut être offerte à des populations pénalisées par l'exclusion, tels que les travailleurs de l'économie informelle. Ensuite, l'OIT est préoccupée par les conséquences sociales du marché financier, qui exclut souvent les travailleurs pauvres dont le seul capital est leur travail. En conséquence, pour l'OIT, la micro-assurance améliore l'accès à la protection sociale et favorise les marchés d'assurance porteurs d'inclusion.

Quel est le mode de fonctionnement des subventions à l'innovation?

- Nous octroyons des subventions à l'innovation dans le but de soutenir les efforts visant à fournir des produits d'assurance améliorés à un nombre accru de ménages à faibles revenus
- Le montant du financement des subventions à l'innovation varie de façon importante, dépendant du type de projet en question ; à ce jour, la fourchette a été de 20 000 jusqu'à environ 600 000 dollars des États-Unis
- Les demandes pour une somme inférieure à 100 000 dollars des États-Unis empruntent un processus de candidature simplifié destiné à encourager un plus grand nombre de petites et moyennes organisations à soumettre une demande de subvention ; les demandes pour une somme supérieure à 100 000 dollars des États-Unis passent par une procédure d'examen et de sélection plus rigoureuse

Quelles sont les principales innovations que le Fonds cherche à soutenir à travers ses subventions ?

Nous accordons notre soutien à des idées innovantes capables d'aboutir au développement de produits dont ont le plus besoin les personnes à faibles revenus, y compris l'assurance santé, l'assurance vie et l'assurance bien personnels ; une priorité moindre est accordée aux produits associés à l'assurance crédit. Les appels à propositions de projets portent sur trois thèmes généraux, comme suit :

- les produits d'assurance intéressants qui remettent en question les vues reçues traditionnelles et exploitent les nouvelles technologies
- les modèles institutionnels basés sur de nouveaux circuits de distribution et de nouvelles alliances dans le secteur des affaires et celui des organismes à but non lucratif
- les approches éducatives qui intègrent l'éducation du consommateur à la fourniture du produit

À quoi s'attend le Fonds de la part des bénéficiaires des subventions à l'innovation ?

- Accomplir les différentes étapes, convenues en commun, de la réalisation d'un projet et de son programme d'enseignement
- À des communications régulières et franches, au partage des informations et à la soumission de rapports d'activités dans les délais prévus
- À une participation dans l'analyse de projets et dans les efforts à entreprendre pour documenter et diffuser les enseignements tirés des expériences
- À se conformer aux conditions de l'Accord de subvention type, qui comporte des dispositions afférentes à la propriété intellectuelle, au reporting financier et à l'exécution du projet

Quels sont les services de conseil que fournit le Fonds ?

En fonction de la situation particulière qui se présente, le service de conseil du Fonds apporte une aide au renforcement des capacités des organisations éligibles sous forme d'un ensemble de services d'appui sur mesure, qui peut comprendre une subvention pour de l'assistance technique, de la consultation, de l'assistance de la part d'un/e boursier/ière du Fonds, de la formation et/ou une participation à un voyage d'études

Qui fournit l'assistance acquise au moyen d'une subvention d'assistance technique ?

- L'assistance est fournie par un/une consultant/e en micro-assurance inscrit auprès du Fonds (le registre se trouve sur notre site web)
- Les consultants dont les coordonnées figurent dans notre registre sont identifiés par la recommandation de clients ayant été satisfaits de leurs services ; il faut qu'ils possèdent une expérience suffisante en micro-assurance, qu'ils aient obtenu trois appréciations favorables de leurs clients et qu'ils soient couramment actifs dans la fourniture de services de consultation en micro-assurance

Qu'est-ce que le programme de bourses et qui peut être éligible?

- Le fonds finance un programme de bourses géré par IIE. Les boursiers ne sont pas employés par le BIT ; ils sont sous contrat avec IIE et affectés dans une organisation d'accueil
- Les candidats/ates doivent être des professionnels disposés à mettre en œuvre leurs compétences dans le marché des personnes à faibles revenus ; en général, il faut qu'ils/qu'elles aient acquis de l'expérience professionnelle en qualité de techniciens de l'assurance pendant au moins 3 ans
- Les candidats/ates peuvent être jeunes, en milieu de carrière ou retraités/tées ; ils/elles doivent cependant être en mesure de passer 6 à 12 mois à travailler à un projet de micro-assurance sur les lieux de travail de l'organisation hôte. Ils/elles peuvent recevoir deux bourses au maximum

Quelles sont les attributions d'un/d'une boursier/ière du Fonds ?

- Au début de son mandat, le/la boursier/ière et son mentor mènent une étude préliminaire du projet de micro-assurance de l'organisation hôte sur les lieux de travail, ou à distance si le mentor connaît l'organisation suffisamment bien

- Ils établissent ensuite un plan d'action pour la durée de la bourse, et le/la boursier/ière se met alors à l'œuvre sur les lieux de travail, en appliquant le plan et en se mettant en rapport avec son mentor pour des conseils à chaque fois que nécessaire
- On encourage les boursiers/ières à conserver un 'journal photographique' de leurs activités et des enseignements qu'ils en ont tirés ; à communiquer avec les membres des communautés locales et leur parler de micro-assurance ; à participer à la réunion du Fonds pour les boursiers/ières à la conférence annuelle sur la micro-assurance ; et à relier les fournisseurs de micro-assurance potentiels aux ressources disponibles
- À la fin de la bourse, le mentor, le/la boursier/ière et l'organisation hôte se réunissent à nouveau pour procéder à un tour d'horizon complet de la mission et à une évaluation détaillée de celle-ci

Que comporte habituellement une mission conjointe ?

- Les participants aux missions conjointes travaillent à un projet en collaboration avec un consultant en micro-assurance expérimenté, qui agit comme mentor tout au long de la mission
- Un projet implique d'habitude une collecte de données et une analyse préliminaire hors des lieux de travail, des recherches sur les lieux de travail et la rédaction d'un rapport hors des lieux de travail
- Une mission dure de deux à huit semaines ; cette durée peut comprendre une à trois semaines d'engagement à temps partiel hors des lieux de travail
- À la fin de la mission, une évaluation complète est menée

Qui sont ceux qui peuvent participer au programme de mission conjointe ?

- Les professionnels qui ont travaillé comme techniciens de l'assurance pendant au moins 3 ans et qui souhaitent mettre en œuvre leurs compétences dans le marché des personnes à faibles revenus
- Ils doivent être disponibles pour accomplir leur mission sur les lieux de travail dans un pays en développement pendant une période de trois à huit semaines
- Ils doivent montrer leur engagement à poursuivre leur carrière dans le domaine de la micro-assurance

Quels sont les types de projets financés par les subventions à la recherche du Fonds ?

- Des subventions à la recherche de faible montant sont proposées, dans le cadre d'un processus concurrentiel, aux universitaires et à d'autres individus possédant une formation solide dans le domaine de la recherche, particulièrement ceux des pays en développement
- Nous accordons une priorité aux projets qui sont axés sur des questions précises, à ceux pour lesquels une méthode rigoureuse capable d'aboutir à des conclusions crédibles est appliquée et à ceux qui offrent des réponses à des questions clés figurant dans le programme de recherche du Fonds, et ce, d'une façon qui sera utile à la communauté de la micro-assurance élargie.



SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AAI	Association actuarielle internationale	IEP	Instituto de Estudios Peruano
AIC	Alternative Insurance Company	IFAD	International Fund for Agricultural Development
AIG	American International Group	IFFCO	Indian Farmers Fertilizer Cooperative
AKI	Association des assureurs Kenyans	IIE	Institute of International Education
AMUCSS	Asociación Mexicana de Uniones de Crédito del Sector Social	ILRI	International Livestock Research Institute
BID	Banque inter-américaine de développement	IMF	institution de microfinance
BRITAK	British-American Insurance Company	INISER	Instituto Nicaragüense de Seguros y Reaseguros
BMZ	Bundesministerium Für Wirtschaftliche Zusammenarbeit	ITGI	IFFCO-Tokio General Insurance
CCB	Programme de conseil et de renforcement des capacités	MFO	Microfinance Opportunities
CERMES	Centre de recherche médecine, sciences, santé et société	MFW	MicroFund for Women
CGAP	Groupe consultatif pour l'assistance aux pauvres	MIA	Micro Insurance Academy
CIC	Cooperative Insurance Company	NACCF	Nepal Agriculture Cooperative Central Federation
CIDR	Centre international pour le développement et la recherche	NHIF	National Hospital Insurance Fund
CIRM	Centre for Insurance and Risk Management	OAA	Organisation des assurances africaines
CNSeg	Confederação Federação Nacional das Empresas de Previsões e Vida	OIT	Organisation internationale du Travail
DID	Développement International Desjardins	ONG	organisation non gouvernementale
EISA	Egyptian Insurance Supervisory Authority	PAM	Programme alimentaire mondial
EUDN	European Development Research Network	PICC	People's Insurance Company of China
FANAF	Fédération des sociétés d'assurances de droit national africaines	PWDS	Palmyrah Workers' Development Society
FASECOLDA	Federación de Aseguradores Colombianos	RADOL	Rehabilitation and Development Organization for the Landless
FFH	Freedom from Hunger	SCC	Swedish Cooperative Centre
FIDA	Fonds international de développement agricole	SENA	Servicio Nacional de Aprendizaje
FIDES	Federación Interamericana de Empresas de Seguros	SEWA	Self-Employed Women's Association
FUNDASEG	Fundación de Aseguradores Colombianos	SICL	Sanasa Insurance Company Ltd.
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale	SOCODEVI	Cooperative Society for International Development
GTZ	Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit	SSP	Swayam Shikshan Prayog
IAIS	International Association of Insurance Supervisors	STEP	Stratégies et techniques contre l'exclusion sociale et la pauvreté
ICMIF	Fédération internationale des coopératives et mutuelles d'assurance	UAB	Union des Assurances du Burkina Vie
		UMSGF	Union des mutuelles de santé de Guinée forestière
		WRMS	Weather Risk Management Services
		WWB	Women's World Banking



Fonds pour l'innovation en micro-assurance
Programme Finances sociales – Secteur de l'emploi
Bureau international du Travail (BIT)
4, route des Morillons
CH-1211 Genève 22
Suisse

Tél. : +41 22 799 6786

Fax : +41 22 799 6896

Courrier électronique : microinsurancemedia@ilo.org

Internet : www.ilo.org/microinsurance



Bureau
international
du Travail



Ce rapport annuel est le second que présente le Fonds pour l'innovation en micro-assurance, créé en 2008 par l'Organisation internationale du Travail (OIT) avec le soutien de la Fondation Bill et Melinda Gates.

La micro-assurance est un mécanisme visant à protéger les pauvres contre certains risques – tels que les accidents, les maladies, les décès dans la famille, les catastrophes naturelles et les pertes de biens – en échange du paiement de primes d'assurance adaptées à leurs besoins et à leurs moyens.

ISBN 978 92 2 223050 1



9 789222 230501